

L'Humanité rouge



« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS,
UNISSEZ-VOUS ! »

2,50 F
Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 30 226-72 La Source

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

7^e ANNEE N° 255
JEUDI 6 MARS 1975

La fédération CGT du livre décrète l'exclusion
de la section syndicale CGT d'Hollenstein

DENONÇONS LES COMMIS DE LA BOURGEOISIE DIRIGEANT LA C.G.T.

Au cours des premières années de la décennie de 1920, les commis de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers, les Jouhaux et autres réformistes exclurent de la C.G.T. de nombreuses sections syndicales trop combattives et trop révolutionnaires à leur gré. En agissant de la sorte, ils contraignirent les ouvriers à se regrouper dans une nouvelle Confédération, la C.G.T. unitaire (C.G.T.U.), fidèle au principe de la lutte de classe.

Ce qui se passe actuellement, et depuis déjà quelques années dans la C.G.T., par certains aspects rappelle cette époque, où les véritables communistes se dressèrent de toutes leurs forces naissantes contre les vieux traîtres révisionnistes et réformistes.

Aujourd'hui en effet, après les exclusions individuelles et antistatutaires de militants marxistes léninistes, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. qui ont usurpé les leviers de direction de la C.G.T. passent à l'attaque contre des sections entières, dont les militants responsables et adhérents dénoncent leur idéologie et leur politique contraires aux intérêts de classe des travailleurs.

Ainsi, les dirigeants de la Fédération du Livre C.G.T. viennent de décider d'exclure tous les adhérents de la section syndicale typo de l'entreprise Hollenstein.

C'est là déjà un comble, quand on sait que ces derniers, étroitement unis avec leurs camarades de travail non syndiqués, ont remporté une victoire totale sur leur patron grâce à une grève courageuse et dure, déjà relatée dans nos colonnes.

Leur crime aux yeux des bonzes fédéraux ? Ils ont dénoncé la tactique de la Fédération du Livre préconisant d'accepter certains licenciements et de négocier sur cette base, ils ont lutté jusqu'au bout, et finalement, ils ont gagné : il n'y a eu aucun licenciement.

Dans leur « Bulletin d'Information n° 4 d'Hollenstein - Phototypo », ils ont révélé cette réalité en déclarant :

« Enfin et surtout, nous avons su prendre nos distances vis-à-vis des dirigeants syndicaux de la C.G.T. du Livre, nous avons osé critiquer leurs attitudes qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, nous avons lutté ouvertement contre ceux qui se disent les défenseurs des ouvriers et qui, aujourd'hui, sont en fait les meilleurs défenseurs des patrons ».

C'est ce paragraphe qu'invoquent les bonzes fédéraux pour décréter l'exclusion de la section syndicale C.G.T. d'Hollenstein. Ces messieurs ne peuvent supporter la critique des ouvriers et syndiqués de la base. Aussi lancent-ils contre eux des injures, et des menaces de violences physiques. « Si vous tentez de venir à l'Assemblée générale des Typos, ou si vous publiez un nouveau tract allant dans le même sens, on vous cassera la gueule ! » ont-ils déclaré en substance au représentant des ouvriers d'Hollenstein.

Est-ce là le langage d'ouvriers à l'égard d'autres ouvriers ? Est-ce là le langage de syndicalistes à l'égard de grévistes qui ont battu leur patron ? Non. C'est là le langage de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, c'est un langage social-fasciste. En vérité, les travailleurs du livre sont actuellement très sensibilisés par les menaces de licenciement qui planent sur leur avenir dans presque toutes

les imprimeries. Aussi ont-ils été impressionnés par le succès du mouvement de leurs camarades d'Hollenstein. La plupart d'entre eux rejettent l'argument ignoble des dirigeants de la Fédération, expliquant la victoire enregistrée par la « complicité du patron ».

Comme si un patron d'imprimerie pouvait se faire l'allié des travailleurs qu'il exploite et qui lui ont imposé plusieurs semaines de grève sur le tas ! C'est là d'ailleurs ce qu'ont bien compris les correcteurs d'imprimerie réunis le 1^{er} mars en Assemblée générale de leur Syndicat. A l'unanimité des 250 présents, ils ont mandaté leur direction pour adresser à la Fédération une protestation contre l'exclusion des camarades syndiqués C.G.T. d'Hollenstein et pour exiger que les exclus puissent venir s'expliquer librement à l'Assemblée générale de la Chambre typo le 8 mars prochain sans risquer les violences physiques dont ils ont été menacés. Il s'agit d'une dure bataille de classe, menée par des ouvriers contre les nouveaux bourgeois révisionnistes dont l'attitude relève, comme pour leurs homologues d'U.R.S.S. ou de Pologne, du social-fascisme.

Au passage, puisque nous évoquons la situation en Pologne, sait-on ici, parmi les ouvriers du Livre, que pendant la grève de Larousse, des imprimeries d'Etat polonaises auraient accepté de prendre en charge les travaux interrompus, jouant ainsi sans hésiter le rôle des briseurs de grève ?..

Ceci dit, les ouvriers d'Hollenstein ont sans doute encore quelques recours possibles pour s'opposer à la mesure arbitraire des bonzes révisionnistes de leur Fédération. Ils peuvent sans doute saisir le Bureau fédéral, le mettre au pied du mur, s'adresser à la Commission des conflits, exiger une enquête sur les méthodes dont ils sont victimes, se battre pied à pied comme ils ont su le faire avec succès contre le patronat. N'est-il pas juste de contraindre tous les dirigeants révisionnistes à se démasquer ?

La lutte de classe passe à l'intérieur de la C.G.T. comme aussi d'ailleurs de la C.F.D.T.

« Classe contre classe » signifie certes « classe ouvrière contre patronat et bourgeoisie capitaliste », mais aussi « classe ouvrière contre commis de la bourgeoisie ayant usurpé les directions syndicales ». Avec les dirigeants révisionnistes français, il s'agit bel et bien de commis de la nouvelle bourgeoisie social-impérialiste russe.

Ce combat n'est pas nouveau. Relisez Lénine... et vous verrez qu'il fut déjà livré, en son temps, par les véritables communistes, avec l'actif soutien du grand dirigeant de la Révolution d'Octobre.

Appuyons donc la juste cause ouvrière des travailleurs d'Hollenstein !

Travaillons à la victoire du courant révolutionnaire prolétarien dans le mouvement ouvrier !

Des travailleurs du Livre
marxistes-léninistes

RACISME ASSASSIN

A peine la visite de Giscard d'Estaing chez les travailleurs immigrés de Marseille venait-elle de s'achever, qu'une nouvelle flambée de racisme anti-algérien embrasait notre pays.

Vendredi, à Paris, à l'occasion d'une intervention contre des truands, deux avocats étaient victimes de violences totalement gratuites et déchaînées de certains fonctionnaires de police reconnaissant en eux des Algériens d'origine. Maître Benhachenou dut être hospitalisé et a, depuis lors, subi une intervention chirurgicale pour traumatisme crânien. D'après les témoins, le ou les policiers se sont acharnés sur lui, alors qu'il s'était effondré à terre, et l'ont injurié en termes racistes.

Nous ajoutons aux voix indignées qui se sont élevées de différents milieux l'expression de notre colère devant cette attitude scandaleuse.

Dans la nuit de dimanche à lundi, une série d'attentats au plastic a été perpétrée dans différentes villes, visant particulièrement à Lyon et Toulouse des immeubles occupés par des bureaux de la compagnie de navigation aérienne « Air-Algérie ». Un organisme

regroupant des nostalgiques de l'O.A.S. en a revendiqué la paternité.

Le gouvernement algérien a aussitôt élevé une ferme protestation auprès du gouvernement français.

Ces faits surviennent après les nombreux incidents relatés dans nos éditions tri-hebdomadaires des deux dernières semaines. Ils manifestent la continuité criminelle du racisme.

Sans doute visent-ils à empêcher l'amélioration des relations entre la France, pays du second monde, et l'Algérie, pays du tiers monde, de même qu'ils s'insèrent dans la campagne d'intoxication haineuse développée par la super-puissance américaine contre les pays producteurs de pétrole, à la veille de la Conférence mondiale des pays exportateurs et pays consommateurs.

Une fois encore « l'Humanité rouge » appelle la classe ouvrière et les masses populaires de France à se dresser activement contre de tels crimes en se solidarisant avec les ressortissants algériens et tous les travailleurs immigrés, à soutenir la juste cause des pays du tiers monde parmi lesquels l'Algérie joue un rôle de premier plan, à combattre sans concession cette idéologie digne de la préhistoire et de la jungle, le racisme.

ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DE LA COMMUNE
DIMANCHE 16 MARS 1975

A 10 H : DEFILE DE LA REPUBLIQUE AU MUR DES FEDERÉS
A 14 H : MEETING INTERNATIONAL OUVRIER ET PAYSAN
PALAIS DE LA MUTUALITE (salle B)

NON à l'armée de métier, OUI A UNE ARMÉE DU PEUPLE POUR LA DÉFENSE NATIONALE

Le 17 février, à Nancy, une centaine d'appelés de la région ont dénoncé la vie de caserne, au cours d'une conférence de presse réunie par la section départementale des Jeunes communistes. Catala, secrétaire général des J.C., et membre du Comité central révisionniste est présent. Mais c'est sans doute une coïncidence, comme veut le faire croire Salini dans l'Humanité blanche du 20 février : « Les mili-

taires qui ont manifesté ont délibéré longuement sur leurs revendications. Ils ont ensuite décidé de défilé, en civil, et de distribuer aux passants des tracts exposant leur opinion. Naturellement la Jeunesse communiste les a approuvés, conformément à son attitude constante. Tout aussi naturellement, certains des soldats de Nancy sont des communistes. Ils ne se dissimulent pas. »

La dissuasion populaire s'exprime en fin de compte de plusieurs façons : sur lui se fonde la défense permanente de notre territoire, la crédibilité de notre armement nucléaire, la volonté de résister à l'envahisseur, qui aurait accepté le désastre nucléaire. C'est que la dissuasion militaire est la forme moderne de la volonté de survie nationale ».

C'est le sens, également, de ce que déclarait Giscard lors de sa rencontre télévisée avec des journalistes en décembre : « Nos moyens militaires sont pour l'essentiel dirigés vers l'U.R.S.S. » Et de la réponse faite par Bourges, ministre de la Défense, à propos des événements de Nancy : « Le Parti communiste nous parle toute la journée de son

amour de la patrie, de son attachement à l'indépendance nationale, de la nécessité d'assurer une véritable défense et d'avoir une armée et qui, en même temps, monte des opérations de ce genre : le moins qu'on puisse dire c'est qu'il fait preuve de duplicité. »

C'est une des raisons essentielles de la « brouille » entre les révisionnistes et le P.S. (1). Charles Hernu, dans le livre qu'il vient de publier, « Soldat-citoyen », se prononce pour la force nucléaire, pour une véritable formation militaire, pour une augmentation des dépenses militaires, etc. Les révisionnistes ne s'y trompent pas et l'ont vivement pris à partie.

Les manœuvres révisionnistes

Cette opération publicitaire est à replacer dans le cadre des manœuvres que les révisionnistes développent pour remplir au mieux leur fonction de cinquième colonne du social-impérialisme de l'U.R.S.S., leur volonté de soumettre la politique, l'économie de la France aux intérêts hégémoniques des nouveaux tsars.

Par-delà le mot d'ordre d' « armée démocratique », les révisionnistes veulent à la fois :

a) Tout mettre en œuvre pour affaiblir l'armée, sa capacité combattive. C'est le sens des propositions pour le service militaire à 6 mois, en fait incapable de fournir une véritable formation militaire aux appelés et véritable antichambre de l'armée de métier. C'est la relance de la campagne pour la « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ». C'est la diffusion systématique de l'idéologie de la « détente », de la paix, afin d'endormir le peuple, de masquer les menaces, de plus en plus pressantes, de guerre. C'est la pression pour limi-

ter les crédits militaires, les moyens de défense de notre pays. C'est la campagne contre l'impérialisme américain, l'« atlantisme » de Giscard, afin de mieux masquer le danger social-impérialiste.

b) Accélérer la pénétration de l'armée afin d'y mener encore plus facilement leur travail de sape et de pouvoir utiliser leurs positions dans le cadre de la contradiction qui les oppose à la bourgeoisie monopoliste. Ils effectuent, dans ce but, un travail important auprès des appelés et poursuivent l'effort d'implantation auprès des cadres sous-officiers et officiers en jouant sur la crise qui sévit dans leurs rangs. L'exemple du Portugal montre bien la manière dont les révisionnistes comptent procéder.

Toutes ces manœuvres des révisionnistes sont de véritables APPELS A LA DEMISSION NATIONALE, DES ACTES DE TRAHISON pure et simple, à l'heure où la rivalité entre les deux superpuissances, U.S.A. et U.R.S.S., ne fait que s'accroître.

Les marxistes-léninistes doivent être à l'offensive

Les communistes marxistes-léninistes soutiennent cette volonté de défense, ainsi que l'effort militaire qui lui est lié, car c'est là l'intérêt du peuple. Dans sa lutte contre la menace social-impérialiste, le prolétariat a besoin d'unir tout ce qui peut être uni. Bien entendu le facteur essentiel est le peuple, le peuple mobilisé sur une ligne politique juste, seul garant de l'indépendance nationale. Mais nous devons tenir compte du fait que l'armée bourgeoise elle-même, dans les conditions actuelles, représente une force qui s'oppose à l'agression social-impérialiste.

Dans les conditions actuelles, l'existence d'une armée suffisamment forte pour assurer la défense de la France sert les intérêts du prolétariat et du peuple révolutionnaire. C'est pourquoi il est de la plus haute importance de lutter pour le renforcement de la défense nationale face aux deux superpuissances et d'exiger une meilleure instruction militaire, de refuser tout glissement vers l'armée de métier et toute réduction de la durée du service militaire. LES MANŒUVRES DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES DES REVISIONNISTES DOIVENT ETRE DENONCEES POUR CE QU'ELLES SONT : DES ACTES DE TRAHISON NATIONALE.

Mais nous ne propageons aucune illusion sur la bourgeoisie qui, si elle est conduite aujourd'hui à s'opposer aux superpuissances, reste fondamentalement opposée au prolétariat. Il s'agit donc de combattre la mission répressive de l'armée, son utilisation pour réprimer le mouvement révolutionnaire des masses.

Dans le but de RENFORCER LA DEFENSE NATIONALE ET LES LIENS DE L'ARMEE AVEC LE PEUPLE, les marxistes-léninistes doivent soutenir les revendications

pour de meilleures conditions de vie pour les appelés comme pour les engagés : renforcement de la sécurité dans les exercices, augmentation de la solde, transports gratuits, libertés démocratiques (ce qui ne saurait vouloir dire liberté pour les agents d'une superpuissance, pour les complices des nouveaux tsars). Ces différentes revendications doivent servir les objectifs politiques et la préparation idéologique de l'armée et être subordonnées à l'objectif principal : l'acquisition d'une véritable formation militaire et le renforcement de la défense nationale.

Face à la politique de plus en plus agressive du social-impérialisme et aux manœuvres de ses agents en France, les communistes marxistes-léninistes doivent ETRE A L'OFFENSIVE pour défendre l'indépendance nationale : ils doivent tenir compte et soutenir l'aspect principal de la politique militaire de la bourgeoisie monopoliste et développer par rapport à celle-ci une TACTIQUE A LA FOIS D'UNITE ET DE LUTTE, en gardant leur autonomie et en prenant la direction. Toute autre voie d'unité sans lutte, c'est-à-dire la remorque du capital monopoliste, ou de lutte sans unité, c'est-à-dire faisant le jeu du social-impérialisme, conduirait à la défaite. Plus le prolétariat combattra pour l'indépendance nationale et, entre autre, contre toute mesure qui s'oppose à la mobilisation de notre peuple, plus la bourgeoisie monopoliste sera amenée à résister à l'agression étrangère.

Raoul QUENTIN.

(1) Louis Baillot précise dans France Nouvelle du 24 février : « Tout abandon du Programme commun en matière de défense ne peut que conduire à mettre en cause le contenu même de ce programme. »

La bourgeoisie monopoliste

La politique militaire du capital monopoliste présente deux aspects :

a) Un aspect réactionnaire visant à permettre de poursuivre l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple et l'oppression des pays dominés par l'impérialisme français. Les tâches correspondantes de l'armée sont le maintien de l'ordre en France et la protection militaire de ce qui reste des « intérêts français outre-mer ».

b) Un aspect positif, favorable au peuple de France et aux peuples du monde : la préservation de l'indépendance et donc la mission de défense nationale.

Il s'agit, dans les deux cas, pour la bourgeoisie monopoliste, de défendre ses intérêts de classe, sa domination, c'est-à-dire à la fois de préserver sa dictature sur le prolétariat et d'empêcher toute main-mise d'une superpuissance.

Aujourd'hui, l'Europe est l'enjeu stratégique de la rivalité des deux

superpuissances ; la menace d'agression social-impérialiste y est principale. DANS LE BUT DE DEFENDRE SES INTERETS DE CLASSE, la bourgeoisie monopoliste ne peut que s'opposer à cette menace grandissante, la contradiction qu'elle a avec les deux superpuissances ne peut que grandir, d'autant que la contradiction prolétariat/bourgeoisie ne connaît pas le même développement.

LA MISSION DE DEFENSE NATIONALE, DE PRESERVATION DU TERRITOIRE FRANÇAIS, EST AUJOURD'HUI L'ASPECT PRINCIPAL DE LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE. C'est ce qu'illustrent la répartition des crédits, les activités et manœuvres militaires, l'entraînement des unités, le maintien de la conscription, ainsi qu'une recherche de l'appui populaire à la défense nationale (le Livre blanc sur la Défense nationale, fait par Debré, précise : « Le concept de dis-

Le chômage organisé en U.R.S.S. Suite de la page 11

Et aujourd'hui, confrontés à l'inefficacité de leurs réformes, les dirigeants révisionnistes de Moscou sont acculés à leur dernier retranchement. Pour sortir le social-impérialisme russe de l'ornière où il est enlisé, ils renforcent leur dictature fasciste sur le peuple, en particulier sur les minorités nationales et sur les peuples des pays de l'Est (Pologne) ; ils militarisent à outrance l'économie, suivant ainsi le même chemin que l'impérialisme allemand, qui, on s'en souvient, pratiqua la fameuse politique intérieure dite

« des canons et pas de beurre » dans les années 30 ; ils rivalisent avec l'impérialisme US pour l'hégémonie mondiale, et préparent l'expansion militaire, l'acquisition par la force de nouveaux marchés, de nouveaux pays à piller, de nouveaux peuples à surexploiter.

« A l'époque actuelle, ce qui constitue la caractéristique essentielle de la clique dirigeante révisionniste soviétique, c'est sa transformation, d'agence de la bourgeoisie et de l'impérialisme dans le mouvement communiste et ouvrier, en une clique

social-fasciste et social-impérialiste » (6). Nul doute que les peuples du monde alliés au prolétariat et au peuple soviétiques sauront l'anéantir.

(1) M. Lavigne, les économies socialistes soviétique et européenne, Armand Colin, Paris 1970.

(2) Voir la première partie de cet article dans H.R. n° 254, p. 12 et 10.

(3) Le principe de base de la réforme est que l'indicateur de succès de l'entreprise doit être le profit exprimé en pourcentage de capital de

l'entreprise. Selon l'inspirateur de la réforme, Liberman, professeur d'économie à Kharkov, il faut faire en sorte que « la direction de l'entreprise se trouve incitée à augmenter ses profits sans accroître dans la même proportion ses fonds productifs » (La Pravda, 7 septembre 1962).

(4) D'après le numéro de juillet 1970 du Socialisticheski Trud.

(5) Jeanne Delamotte, Shchekino entreprise soviétique pilote, Editions Ouvrières, Paris 1973.

(6) De certains problèmes actuels de la lutte contre le révisionnisme moderne, rapport présenté par Figret Shehu à la Conférence Nationale des Etudes Sociales réunie en novembre 1969 à Tirana.

LES MARXISTES-LÉNINISTES ET L'ORGANISATION DES CHOMEURS

Dans notre numéro précédent étaient brièvement exposés la nécessité de lutter contre tout licenciement et quelques aspects essentiels du chômage, sur lesquels il sera d'ailleurs utile de revenir par la suite pour les approfondir point par point.

Dans le contexte de la crise de l'impérialisme, il est urgent d'impulser la lutte de masse contre le chômage. Mais n'oublions pas que ce n'est pas la lutte économique qui est décisive, qui permettra l'émancipation de la classe ouvrière, c'est la lutte politique. Ce qui veut dire que dans la situation actuelle, dont l'aspect principal est le danger d'une troisième guerre mondiale, c'est la lutte politique contre les deux superpuissances fautesuses de guerre et principalement le social-impérialisme russe, qui est la plus importante.

Quelles sont nos tâches immédiates pour arriver à organiser les travailleurs sans emploi, les chômeurs partiels, et ceux qui sont contraints à la mobilité de l'emploi ?

Partir du niveau de conscience des masses, de leurs préoccupations immédiates, et élever leur niveau de conscience en donnant les explications politiques :

— Pourquoi ils sont chômeurs ou risquent de l'être (la crise de l'impérialisme se développe et notamment aux Etats-Unis et en U.R.S.S.).

— Qui est responsable ? D'abord les deux superpuissances. Mais aussi tous ceux qui refusent de se battre pour la destruction du système capitaliste contribuent à perpétuer sa dictature.

— Démasquer les faux défenseurs des travailleurs qui signent des accords perpétuant le chômage, l'insécurité du lendemain. Principalement les faux communistes qui dirigent le P.C.F. et la C.G.T., qui veulent mettre la France sous la houlette du social-impérialisme (en préservant l'appareil d'Etat capitaliste et même en cherchant à le renforcer et à s'y intégrer, afin de s'en servir ultérieurement contre les travailleurs qui s'opposent à leur politique). Comme Pétain a mis la France sous la botte nazie ; tout cela sous le couvert du « nationalisme ».

— Redonner confiance à la classe ouvrière et aux masses laborieuses en montrant que l'avenir leur appartient, mais que pour y arriver, il faut se battre dur et commencer par s'organiser.

Il y a deux aspects qui se complètent et doivent être liés :

1° L'organisation autonome des chômeurs.

2° L'unité des chômeurs (complets) avec les travailleurs fixes, temporaires, chômeurs partiels. L'unité du prolétariat sur des positions de classe. Que les ouvriers français et immigrés, jeunes et vieux, hommes et femmes aient les mêmes droits et qu'ils ne forment qu'un seul bloc face à la bourgeoisie ancienne et nouvelle, face au patronat et aux révisionnistes.

DANS LE PASSE

Au cours de la grande crise de 1930, les communistes s'étaient attachés à cette question importante de l'organisation des chômeurs et avaient appliqué la juste tactique classe contre classe, par l'intermédiaire de la C.G.T.U., dirigée par Pierre Sézard et Gaston Monmousseau, qui était alors plus forte que la C.G.T. réformiste.

La C.G.T.U. avait proposé comme méthode de lutte et d'organisation des comités de chômeurs, dont le mot d'ordre central était « du travail et du pain ». Ils préparaient les luttes des chômeurs, organisaient des réunions de masse, des manifestations appelées « démonstration de rue » et des « marches de la faim » en direction d'un centre urbain. Ses actions devaient être étroitement

liées aux mouvements des ouvriers. Par exemple : participer aux piquets de grève, manifester à l'extérieur de l'usine en cas de grève sur le tas.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation plus complexe, ne serait-ce que par le fait que le courant prolétarien, classe contre classe, n'a pas encore brisé l'influence révisionniste, et tout ce qu'il comporte de dangereux dans la situation nationale et internationale à l'heure actuelle.

Il ne s'agit donc nullement d'appliquer dogmatiquement les expériences passées, mais d'en tirer des leçons pour la situation présente. Il appartient aux chômeurs et aux travailleurs avancés, aux marxistes-léninistes, d'impulser un mouvement de classe contre le chômage et de voir quelle forme organisationnelle convient le mieux à la situation concrète locale.

DANS LES ENTREPRISES

En tenant compte de l'implantation et de l'influence négative des révisionnistes, la toute première chose à faire consiste à mobiliser l'ensemble des travailleurs et organiser la lutte de masse contre toute mesure menaçant l'emploi. Appeler à des actions de solidarité avec ceux qui sont touchés (par des meetings, des grèves, etc.), y compris ceux d'autres entreprises. Et cela, dans les sections syndicales où nous sommes, et par l'agitation-propagande marxiste-léniniste.

EXIGEONS dès maintenant :

— la suppression des contrats à durée limitée ;

— l'embauche en fixe des travailleurs intérimaires ;

— les 40 heures maximum, tout de suite et sans diminution de salaire ;

— la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ; non aux pré-retraites de misère ;

— non à toute accélération des cadences ;

— que toute heure chômée soit payée intégralement, qu'il n'y ait aucune perte de salaire, que les journées de lock-out, baptisées pudiquement « chômage technique », soient payées et non pas prises sur les congés payés (ce qui est d'ailleurs illégal). Les patrons doivent payer ;

— l'exonération d'impôts pour les chômeurs.

C'est scandaleux qu'ils soient encore obligés d'amputer leurs maigres revenus.

— Pour les jeunes : du travail dès la sortie de l'école ; être réembauchés au retour du service militaire. Combattre toute mesure visant à restreindre la durée de la scolarité au bénéfice du patronat, telle que l'apprentissage à 14 ans.

Faut-il rester lié avec la section syndicale de la dernière entreprise ?

Tout dépend de la position qu'elle adopte. Lutte-t-elle contre les licenciements, en se plaçant résolument sur des positions de classe ? Lutte-t-elle pour faire réembaucher en priorité les licenciés ? Si elle le fait, alors oui, car cela permet une liaison et un soutien entre actifs et chômeurs. Si, par contre, elle ne défend pas réellement les chômeurs, il nous faut combattre son rôle de défenseur du capitalisme afin d'élever le niveau de conscience des masses.

Pour les jeunes qui sont à la recherche d'un premier emploi : exiger du travail, correspondant à sa qualification, dès la sortie de l'école, obligations militaires accomplies ou non.

Pour les travailleurs des petites et moyennes entreprises où il n'y a pas d'organisation syndicale, leur rôle n'est-il pas de contribuer à l'organisation des chômeurs ? Ils doivent rejoindre les luttes des travailleurs privés d'emplois.

Combattre les conservateurs

Depuis la seconde guerre mondiale, c'est la plus grave crise économique que connaît le système capitaliste occidental et, celle-ci va en s'aggravant. Les remèdes préconisés par la vieille bourgeoisie pas plus que ceux préconisés par la nouvelle bourgeoisie du Parti révisionniste ne peuvent guérir les maux d'un système en pleine putréfaction.

Il n'y a pas si longtemps, le 26 novembre 1974, le fourbe Giscard d'Estaing ne déclarait-il pas : « Le gouvernement fera le nécessaire à temps pour vous protéger du chômage. Il en a la volonté et il en a les moyens. »

Mais la réalité concrète pour les travailleurs c'est le licenciement, le chômage. L'armée de réserve des sans-travail, l'armée des chômeurs ne voit-elle pas ses rangs grossir ? Plus d'un million de chômeurs dans notre pays, 765 689 selon les informations du ministère du travail, et en plus n'y-a-t-il pas des centaines de milliers de travailleurs mis au chômage partiel en ramenant l'horaire de travail bien souvent à 32 heures par semaine où encore la tactique patronale du chômage technique qui ne lui coûte pas un sou, prenant illégalement ces jours chômés sur les congés payés comme chez Usinor et que nous avions dénoncés dans nos colonnes en janvier dernier concernant les Papeteries Condat. Et les licenciements ne se poursuivent-ils pas avec la bénédiction des dirigeants de toutes les centrales syndicales dites représentatives qui ont signé l'accord du 14 octobre 1974 entérinant le principe même d'une armée de chômeurs.

Cet accord sur la garantie des ressources aux chômeurs correspond tout simplement — sous le couvert d'une indemnité remise en question tous les trois mois et ayant une durée maximum de 12 mois — à une mise en condition de la classe ouvrière dans le cadre du système d'exploitation de l'homme par l'homme, en fait une préparation idéologique.

Le cadavérique « programme commun » ne préconisait-il pas ce même bouillon de culture bourgeoise : « Dans l'immédiat les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie. »

L'essentiel pour la bourgeoisie c'est de tenter de faire avaler la pillule mystificatrice.

Mais les choses ne sont pas faciles. La lutte contre les licenciements, contre le chômage, par l'occupation des usines, des lieux de travail, en créant ses propres comités de grève, en élisant ses propres responsables syndiqués ou non-syndiqués, responsables et révocables à tous les instants par l'assemblée souveraine des grévistes est une idée qui fait son chemin.

Ce courant prolétarien n'est pas du goût des révisionnistes pas plus que des autres bourgeois. Le « prince » Poniowski ne vient-il pas de déclarer le 4 février : « Il ne doit y avoir aucun endroit en France où la police ne puisse pénétrer, (...) tous les endroits doivent se conformer à la loi nationale, qu'il s'agisse des universités ou des églises. » Cela après avoir chassé d'une église des travailleurs immigrés qui luttaient pour leurs justes droits. C'est ce que Giscard d'Estaing appelle « l'année de la fraternité », qui n'est rien d'autre que la violence bourgeoise.

Et aussi, n'entendons-nous pas parler sans cesse de réformes en tout genre ? Les projets tombent de tous les côtés.

Ainsi la rivalité entre conservateurs de la vieille société capitaliste pourrissante bat son plein. C'est le révisionniste Jean Mérot qui déclare dans l'éditorial de l'Humanité blanche du 15-2-75 au sujet de la réforme de l'entreprise : « Et cette réforme-là ce n'est pas le petit livre blanc de M. Sudreau qui la propose mais le programme commun de gouvernement de la gauche pour lequel luttent les communistes. »

Ce projet de « réforme de l'entreprise » n'est-il pas dans son fond l'intégration plus profonde des organisations syndicales — déjà subventionnées par l'Etat des monopoles — dans l'appareil d'Etat ?

Ce projet ne vise-t-il pas à faire des organisations syndicales des gardes-chiourmes des travailleurs de type social-fasciste ?

En effet nous pouvons lire en toutes lettres à propos des organisations syndicales : « Enfin, tout en jouant un rôle contestataire, elles constituent un facteur de régulation sociale en rassemblant les forces centrifuges qui, sinon, se manifesteraient en ordre dispersé. »

Et le rôle de co-surveillance attribué aux organisations syndicales, n'est-il pas dans ce même sens ?

M. Sudreau ne s'est-il pas inspiré des syndicats social-fascistes polonais ou russe à la botte du social-impérialisme grand-russe ?

Les mesures inscrites dans ce projet confirment bel et bien que la bourgeoisie ancienne et nouvelle prend peur de la classe ouvrière, des masses populaires qui s'arrachent de plus en plus à l'influence du révisionnisme moderne et appliquent dans leur combat quotidien la juste ligne prolétarienne classe contre classe.

Les Communistes Marxist-Léninistes de France en propageant inlassablement la juste ligne prolétarienne, classe contre classe, redonnent confiance dans la force que représente la classe ouvrière.

Non à tout licenciement !
Non au chômage produit du capital !
Classe contre classe !

Luc DACIER.

Dans les Agences nationales pour l'emploi (A.N.P.E.)

— Enquêter sur les problèmes des chômeurs.

— Prises de paroles, diffusion de tracts, de journaux...

SUR LES QUARTIERS

Outre les explications indispensables sur la crise, le danger d'une troisième guerre mondiale, et que tous les travailleurs sont concernés :

Informez la population des luttes qui se mènent sur l'emploi, les populariser, organiser la solidarité la plus large (collecte, réunion-débat, etc.) : avec des travailleurs de différentes entreprises, des chômeurs, des ménagères... pour que non seulement les chômeurs ne soient pas isolés, mais qu'ils puissent continuer la lutte sous différentes formes.

— Appuyer les actions menées dans les entreprises.

— S'opposer aux expulsions des chômeurs qui n'ont pas payé leur loyer.

— Expliquer sans relâche que changer de gouvernement ne changera rien, que le régime capitaliste est pourri et qu'il faut le détruire pour pouvoir construire un régime socialiste...

A la bourgeoisie qui veut opposer les travailleurs occupés et les chômeurs, l'unité prolétarienne classe contre classe doit infliger un échec à la politique capitaliste et révisionniste.

Comme on le voit, les tâches sont nombreuses, mais n'oublions pas que si les chômeurs ne sont pas organisés sur une base de classe correcte, ils peuvent être utilisés par la bourgeoisie pour briser les grèves, comme milice antiouvrière, comme base de manœuvre pour instaurer le fascisme ou le social-fascisme.

A l'action contre le chômage !
A bas les accords sur le chômage !
Du travail pour tous !
A bas la bourgeoisie capitaliste et révisionniste !

Serge LAFORGE.

C.I.I. - Toulouse : les ouvriers s'affrontent aux dirigeants révisionnistes

Voici le récit de la lutte qu'ont menée les travailleurs de la C.I.I. Toulouse pour s'opposer au licenciement de 15 de leurs camarades de travail. On pourra juger comment les syndicats et principalement la CGT ont réussi à détourner leur lutte contre les licenciements en l'embourbant dans l'ornière du jeu politique bourgeois, dans le cadre des institutions bourgeoises (ballades à la mairie, au conseil général) ; en les entraînant à soutenir la revendication de « nationalisation de la C.I.I. » qui n'est, dans le cadre du régime économique capitaliste qu'une des multiples formes sous lesquelles apparaît le capitalisme monopoliste d'Etat (1).

D'ailleurs les luttes des travailleurs de chez Renault sont là pour nous rappeler qu'ils restent eux aussi exploités comme les autres travailleurs.

On verra comment en la circonstance la CGT reçut l'appui de syndicats jeunes reconnus comme FO et la CGC. On verra comment ils facilitèrent le jeu de la direction. Les dirigeants de la CGT-PCF sont « des commis de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs de la classe ouvrière », partout où ils

restent influents toutes les luttes sont trahies. C'est pourquoi il faut les démasquer.

A la C.I.I. quelques travailleurs, ont fait au cours de leur dernière lutte qui s'est soldée par un échec l'expérience des trahisons de la CGT et ouvrent les yeux.

Les Marxistes-Léninistes pensent que ces trahisons sont le résultat d'une politique délibérée que suit le PCF. Quelle est cette ligne ?

Le PCF, cherche à s'appuyer sur la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir, dans le but de gérer l'Etat monopoliste français mais en le dégageant de la sphère d'influence de l'impérialisme américain pour l'entraîner dans celle du social-impérialisme russe dont ils sont les agents (socialistes en paroles, impérialiste dans les faits). Nous sommes sûrs que ces travailleurs pousseront leur analyse plus loin et arriveront à la même conclusion que nous.

Des militants communistes (M.-L.) de Toulouse.

Comment notre lutte a été sabotée (notes prises au cours d'un entretien).

L'usine de la C.I.I. à Toulouse emploie à peu près 1 500 salariés dont 600 techniciens, 200 cadres, 700 employés et ouvriers.

DEBUT DECEMBRE 1974 :

Le licenciement de 80 intérimaires au mois de juillet avait donné le coup d'envoi aux attaques de la direction contre l'emploi des travailleurs.

La direction annonce au C.E. qu'elle ne renouvèlera pas les contrats de 15 de nos camarades (dont la date d'expiration est le 31 décembre), mais les prolongera seulement d'un mois.

Les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T.), sous la poussée des techniciens de plate-forme (1) acceptent d'organiser un débrayage sectoriel (seulement les secteurs où se trouvaient les 15 camarades) seulement sous le prétexte que l'ensemble de l'usine ne serait pas mobilisée (à quoi servent donc les syndicats ?). Le débrayage est un succès et suivi à 90 %.

Pendant l'arrêt de travail, le directeur de l'usine de Toulouse (Gosselin) confirme qu'il n'y a rien à dire avant... le 20 décembre (réunion du conseil d'administration). Les délégués syndicaux en profitent pour demander aux techniciens d'attendre jusqu'à cette date et proposent une entrevue avec le préfet en dehors des heures d'ouverture — échec total, 50 personnes devant la préfecture.

Entre temps, lors de la journée nationale du 18 décembre, un débrayage de 2 heures est étendu à l'ensemble de l'usine.

JEUDI 22 DECEMBRE :

— Annonce officielle de la direction : fin du mandat de tous les intérimaires restant (70) ;

— fin du contrat pour tous les contractuels dont le terme est échelonné dans l'année (80 salariés).

Aussitôt, un débrayage est organisé, bonne participation, 600 travailleurs environ. Après qu'une information sur la situation ait été donnée, rendez-vous est pris après la trêve « des confiseurs ».

Ne voyant rien venir immédiatement après les fêtes, un groupe de techniciens des plates-formes, las d'attendre, rédigent un texte appelant à un débrayage d'information pour le vendredi 4, il circulera et sera signé par l'ensemble des techniciens des plates-formes, 3 revendications sont avancées :

— confirmation des contrats de durée déterminée en durée indéterminée ;

— retour aux 40 heures, sans diminution de salaires ;

— 5^e semaine de congés payés et suppression des bons d'assiduité.

VENDREDI 4 JANVIER :

Certains responsables syndicaux refuseront de signer... Mais participeront au débrayage (on saute dans le train en marche !).

Décision est prise lors de l'assemblée générale d'organiser des débrayages étendus à l'usine, secteur par secteur, des assemblées

générales réunies à l'occasion décident le principe d'un débrayage unique. Les syndicats demandent un délai de 3 jours pour l'organiser (on fait volontairement trainer les choses...).

Ces débrayages montrent une prise de conscience importante des travailleurs. Prochaine assemblée générale, vendredi 10.

VENDREDI 10 JANVIER :

Première assemblée générale.

Ne pouvant s'opposer à une action (les travailleurs sont chauds), les syndicats emploient une tactique qui a déjà réussie en d'autres endroits (à la S.N.I.A.S. notamment) : on entraîne les grévistes à agir hors de l'usine.

On vote sur le principe d'actions courtes et répétitives (2 à 3 heures par jour) et pour calmer les esprits, un peu de marche à pied ne fera pas de mal, on ira à l'O.R.T.F., dans le calme (surtout !).

Une délégation de 6 personnes est reçue, un communiqué passera aux « régionales » mais sans images.

Prétexte invoqué : « Nous avons fait pression sur l'information ! »

LUNDI 13 JANVIER :

Nouvelle assemblée générale, on propose d'occuper le standard. La C.G.T. veut limiter à 2 heures la durée de l'occupation, le personnel proteste et elle accepte... 1 heure de plus. La C.G.T. poursuit son travail de sape pour limiter le débrayage au minimum. Un huissier constate l'occupation (il n'y avait que des délégués dans le standard, après qu'ils eurent écarté par précaution tout élément « non contrôlé » qui aurait pu gêner la « dignité » de l'occupation).

La C.G.T., qui s'accroche à la légalité bourgeoise comme à une bouée de sauvetage, dira plus tard que si on l'avait écoutée (sic) tout aurait été fini avant l'arrivée de l'huissier, il n'y aurait pas eu de constat et pas de copain qui aurait attrapé d'avertissement ! Dans la même logique, il ne faut pas faire grève, on perd du fric ; il ne faut pas occuper une usine, on risque de se faire tabasser par les flics, etc., bref, il ne faut pas se révolter !

MERDREDI 15 JANVIER :

Nouvelle A.G. confuse. Désaccord entre C.G.T. et C.F.D.T. La C.F.D.T. veut aller à la *Dépêche* (pour l'information), la C.G.T. veut aller à la mairie, endroit très favorable pour faire passer sa politique... en faveur des nationalisations. La C.G.T. l'emporte et on ira à la mairie. A PARTIR DE CET INSTANT, c'est fait, la C.G.T. a réussi à détourner la lutte des travailleurs contre les licenciements au profit des visées politiques du P.C.F.

A la mairie, Labres (conseiller municipal P.C.F.) intervient pour « soutenir » notre lutte et nous invite à nous rendre au Conseil général le lundi 20. La même opération « publicité » qu'à la S.N.I.A.S. se reproduit ici.

LUNDI 20 JANVIER :

La C.G.C. et F.O. rejoignent le mouvement et sont « d'accord sur le principe des actions extérieures », ce qui fait dire à la C.G.T. que sa

position était juste (la preuve : « Nous avons réussi à gagner la majorité »).

1 000 salariés sur 1 600 participeront à cette action en direction du Conseil général. En fait, F.O. et la C.G.C. renouvelaient ici la même opération qu'à la S.N.I.A.S. Cette action ne faisant guère de « mal », la « liberté » de travail n'est pas violée, « pas d'action violente », bien dans la ligne de collaboration de classe !

60 grévistes entrent au Conseil général et écoutent les syndicats qui, à tour de rôle, C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O. prennent la parole pendant 12 minutes. Seule la C.G.T. aura une phrase pour les 15 camarades qui vont être licenciés. Une seule chose compte : l'avenir de la C.I.I., préserver le potentiel technique de la C.I.I., richesse de notre pays, etc. La C.G.C. ira même jusqu'à dire : « N'importe quelle solution serait la bienvenue » (même la nationalisation...).

Une proposition de monter à Paris (lancée le mercredi 15) est reprise par la C.G.T. pour noyer une proposition d'occuper le centre de calcul, proposition à laquelle elle s'était opposée fermement.

La C.G.T. l'emporte. Rendez-vous est pris pour le vendredi 24.

La C.F.D.T. hésite, mais devant « l'ogre » C.G.T., suit, malgré quelques accrochages. Accrochages qui se poursuivent à Paris.

Les forces du « désordre » (la police) nous tiennent à l'écart des Invalides et une délégation est reçue par un sous-fifre à Ornano. Nous sommes rejoints par 600 travailleurs des usines de Paris. Ensemble, nous nous rendons à une des Bourses du travail. Une voiture sera bien employée à lancer des slogans mais rien sur nos camarades qui vont être licenciés.

La sono lance à tue-tête : « Une seule solution, la nationalisation ! », « Informatique nationale ! »

Ils sont bien loin nos 15 camarades. DEJA LICENCIÉS.

Suprême argument de la C.G.T. : « On ne peut pas en parler, les copains de Paris ne comprendraient pas ; tandis que l'avenir de la C.I.I., ça les intéresse beaucoup plus ! » TOUTES LES FAUSSES RAISONS SONT BONNES POUR FAIRE PASSER LEUR SALE CAMELOTE, même faire passer les travailleurs de Paris pour des c... !

LUNDI 27 JANVIER :

Assemblée générale houleuse :

— Compte rendu de la « montée » sur Paris par ceux restés à Toulouse. Le délégué syndical C.G.T. se « régale » pendant 20 minutes et fait un récit romancé de la journée... il nous apprend que ce fut un succès ! Heureusement qu'il le dit !

— Puis discussion. RIEN N'A ETE PREPARE pour la suite de l'action. La C.G.T. veut nous donner rendez-vous à une assemblée générale pour le... vendredi suivant !

VIVE OPPOSITION DU PERSONNEL, un compromis intervient : va pour le mercredi ! Mais les copains veulent une action immédiate. Les syndicats demandent à ceux qui protestent de proposer quelque chose : ce qui est aussitôt fait. Occupation

de la direction. La C.G.T. réussit le tour de force à transformer cette proposition en assemblée générale avec, devinez qui... LE DIRECTEUR !

Convoquée à 14 heures, jusqu'à 16 h 17 (heure de sortie) — il n'y a que 2 heures — sur initiative C.G.T. (quelle tête !), l'assemblée générale se tient et à 16 heures le directeur peut venir déverser ses paroles mielleuses et démagogiques. En gros : si on vide les 80 (il s'exprime mieux que cela, bien entendu) « c'est pour que vous, qui avez un contrat indéterminé, puissiez continuer de travailler... C'est parce que nous avons été prudents que nous ne les avons pas embauchés définitivement ; les 40 heures sans diminution de salaires... pas de mon ressort, c'est un problème de compagnie... »

MERCREDI 29 JANVIER :

Beaucoup moins de grévistes (200). La théorie C.G.T. de gagner la majorité des travailleurs a abouti tout au contraire à les démobiliser et à les écœurer... La théorie est à revoir, mais devant les travailleurs elle floute de manière à glisser sur le problème, quitte à ressortir sa théorie à un moment plus favorable.

DECONFITURE TOTALE, les syndicats ne proposent plus rien, ne font rien. Faute de perspectives claires, faute d'avoir pu déjouer les manœuvres à temps, de s'en être rendu compte, les copains partent un à un.

C'EST FINI.

Mais tout n'est pas négatif, car durant ces 2 mois de lutte, des travailleurs ont pris conscience de la trahison des directions syndicales bourgeoises. Les techniciens de plate-forme sont mécontents, des syndiqués U.G.I.C.T. (affiliée à la C.G.T.) réclament une assemblée de syndiqués, remettent en question les positions de l'U.G.I.C.T., proposent un plan pour relancer l'action. Les responsables prennent note. Mais le lendemain, nouvelle trahison : le tract qui sort ne reflète pas la réunion, les idées des syndiqués sont déformées.

Quelques débrayages auront lieu la semaine suivante. Mais il devient évident que le personnel à contrat limité ne sera pas défendu par la C.G.T., sacrifiés sur l'hôtel de l'avenir de la C.I.I.

De nombreux syndiqués et non-syndiqués retiendront de cette action qu'ils ne doivent plus faire confiance aux dirigeants syndicaux bourgeois mais prendre en main leur propre lutte en s'en donnant les moyens. On n'a pu empêcher le licenciement des 12 premiers camarades, mais il faut empêcher les suivants.

Maintenant ils connaissent le but des directions syndicales, ce n'est pas la lutte contre les licenciements. Nous saurons en tirer les leçons pour les luttes futures.

Des travailleurs de la C.I.I.

février 1975.

(1) Local sont assemblés et mis au point les ordinateurs.

HABY MENTEUR ! : LA VERITE SUR L'ECOLE CAPITALISTE

Haby multiplie les apparitions pour faire passer sa réforme ; son projet est sorti en librairie ; la télé fait des sondages ; tous les moyens sont bons pour camoufler ce que vise la réforme : améliorer l'organisation de l'école de classe, la renforcer.

Il y a loin des discours de Haby à la réalité. Des chiffres existent que Haby connaît pour avoir commandé des études dans son ministère mais qu'il se garde bien de publier : ceux qui concernent la répartition actuelle dans l'école des enfants selon leur origine de classe. Ci-dessous quelques-unes de ces données et leur commentaire permettront de saisir quel rôle joue l'école du capital.

Une autre chose exige une grande attention : depuis la sortie de la réforme, certains s'agitent en tous sens : ce sont les révisionnistes du P.C.F. « La vraie réforme reste à faire », annonce J. Chambaz dans une conférence de presse ! Dans certains lycées, les révisionnistes prennent l'initiative de comités contre la réforme Haby pour tenter de manipuler le malaise et la colère des jeunes.

« La réforme reste à faire » — sous-entendu, « c'est nous qui la ferons » ; et dans toutes les critiques portées par les révisionnistes à la réforme apparaît leur « projet d'école » inscrit dans le programme commun qui n'est rien d'autre qu'un « projet Haby-bis » ; car les termes de « solution démocratique » ne sont là que pour la frime. Quelles sont ces critiques ?

Première critique : le manque de moyens que Chambaz lie à la politique de pénurie. Faites payer les pétroliers, le slogan dont on connaît la portée politique (masquer la rivalité des deux superpuissances et le caractère du social-impérialisme russe) est présent là encore. De l'argent ? Mais pour quelle école ?

Alors que M. Haby, après son complot Fontanet, se répand en discours démagogiques sur l'égalité des chances et la démocratisation de l'école, un document récent sorti discrètement de la rue de Grenelle fait litière de ces nouvelles mystifications au service de l'école de la bourgeoisie. Ce document est malheureusement incomplet et naturellement tendancieux, mais il offre de précieux enseignements dont les marxistes-léninistes doivent se saisir dans l'actuel combat politique contre le renforcement du caractère de classe de l'école capitaliste.

Il s'agit de la répartition statistique des élèves accueillis en 1974 dans les établissements scolaires publics, par « catégories socio-professionnelles » des parents, au niveau :

- des classes de 4^e ;
- des classes de 2^e des lycées ;
- des premières années de CET ou de pré-apprentissage.

Il aurait évidemment été beaucoup plus instructif de produire des renseignements statistiques pour une même tranche d'âge, afin de mesurer les effets de la sélection. M. Haby n'y a peut-être pas pensé ?

Par ailleurs les « catégories socio-professionnelles » constituent un classement pseudo-scientifique élaboré par l'idéologie bourgeoise pour tenter de camoufler la stratification de la

société en classes sociales et en classes antagonistes.

Il n'importe. Malgré ces camouflages, les chiffres parlent ; et voici la réalité qu'ils découvrent.

1. Au niveau de la classe de 4^e, alors qu'une partie importante des enfants du peuple a déjà été orientée vers les fonctions d'exécution et de production (CET) :

— un quart seulement de ceux qui ont pu échapper à cette première sélection se trouve dans les classes de type 1 leur permettant d'espérer poursuivre jusqu'au baccalauréat, mais un pourcentage presque identique, scolarisé dans les classes « pratiques » est d'ores et déjà condamné pour un futur proche au travail à la chaîne et en tout cas à être exploité ;

— quant aux fils de bourgeois, qui tous ont bien évidemment franchi sans encombre le barrage de la fin de 5^e, ils se retrouvent pour les deux-tiers d'entre eux dans les classes de type 1 formant l'élite de la société capitaliste, et pour 2 % seulement dans des classes pratiques ! Pour toute la France, en 1974, et pour l'ensemble des établissements de « l'école publique et laïque » on trouve, en 4^e pratique, seulement 70 gosses de patrons de l'industrie et 76 gosses de patrons du grand commerce, qui bien entendu ne seront nullement handicapés pour être cooptés comme administrateurs...

| Pourcentage de fils de admis en classes | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Ouvriers agricoles | Patrons de l'industrie | Patrons du grand commerce | Professions libérales, cadres supér. |
|---|--------------------|----------------------|-----------|--------------------|------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| de type 1 | 36,7 | 31,1 | 22,4 | 19,6 | 60,7 | 60,8 | 77,9 |
| pratiques | 14,2 | 19,7 | 33,6 | 31,6 | 2 | 2,1 | 0,5 |

2. Les établissements scolaires sont créés et implantés de façon à favoriser et accentuer ce mécanisme de sélection sociale. Les chiffres officiels révèlent en effet, toujours au niveau des classes de 4^e :

— que les lycées, fonctionnant presque exclusivement dans les agglomérations et, à l'intérieur des villes, dans les quartiers bourgeois, accueillent 69 % de leurs élèves en classes de type 1, contre 6 % seulement en classes pratiques ;

— que les CES, fonctionnant dans les banlieues ouvrières et dans les petites villes, ne forment que 48 %

de leurs élèves dans des classes de type 1, mais 11 % déjà en classes pratiques ;

— que les CEG, ouverts dans les zones rurales où ils accueillent les enfants des travailleurs de la terre, notamment de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, ne scolarisent que 3 % de leurs effectifs en classes de type 1, mais en revanche en accueillent près de 20 % en classes pratiques ! Et voilà que M. Haby annonce des « unités modulaires » aux structures encore plus sélectives, pour les régions les plus déshéritées et les plus sous-développées...

Deuxième critique : Haby veut le « savoir minimum garanti ». Nous voulons « le savoir fondamental élargi », dit R. Leroy ! Jeu de mots ou vieux débat entre bourgeois sur la culture, qu'importe ! Que recouvre le « savoir fondamental élargi », de Leroy sinon les idées, les méthodes de pensée de la culture bourgeoise, celles qu'apporte l'école de Haby... D'autant que R. Leroy précise bien, dans un interview au « Monde de l'Education », que le marxisme doit être étudié comme une philosophie parmi d'autres dans les écoles...

Troisième point : « Lutter contre la ségrégation sociale », car les révisionnistes en parlent, comme Haby. Peut-on nier totalement la réalité. Les solutions du programme commun ? « Aide » aux familles, tronc commun (pas de filières), lutte contre les retards scolaires. Autrement dit, les mêmes solutions que celles proposées par Haby, qui contribuent, nous l'avons déjà dit dans nos numéros précédents, à renforcer l'école de classe tout en la camouflant au maximum.

Il y aurait beaucoup à dire encore sur l'enseignement professionnel que les révisionnistes voudraient lier aux entreprises nationalisées par leurs soins — entreprises toujours capitalistes — sous l'égide des syndicats... Là dessus, nous reviendrons de manière plus approfondie dans un prochain numéro.

Pourquoi les révisionnistes s'en prennent-ils à la réforme Haby dans ces conditions ? Là encore, leur premier souci est politique : utiliser, manipuler le « ras-le-bol » des lycéens, le malaise des enseignants et l'inquiétude des parents pour avancer leurs pions.

| Pourcentage d'élèves de 4 ^e de | Lycées | C.E.S. | C.E.G. |
|---|--------|--------|--------|
| accueillis dans les classes | | | |
| de type 1 | 69 | 48,3 | 2,9 |
| pratiques | 6,1 | 10,9 | 18,7 |

3. Une confirmation très explicite du rôle de l'école dans la dictature de classe de la bourgeoisie est fournie par la comparaison, pour chacune des « catégories » socio-professionnelles à la mode Haby, entre :

a) la première année du second cycle long (classes de seconde des lycées) préparant au baccalauréat, d'une part ;

b) la première année du cycle court « préparant » aux emplois d'ouvrier ou d'employé exploité très tôt par le patronat (première année de CAP ou de BEP, certificat d'éducation professionnelle en 1 an, classe préparatoire à l'apprentissage, etc.), d'autre part.

On constate :
— que le nombre total de fils et de filles issus de la grande bourgeoisie est, dès la seconde, presque aussi important que celui des enfants d'ou-

vriers des villes et des campagnes !

— qu'en première année de pré-exploitation par les capitalistes, le pourcentage d'enfants d'ouvriers est en revanche plus de deux fois plus important et consitue près de la moitié de l'effectif total. Ne sont pas comptés les enfants des autres classes du peuple, employés, petits paysans, artisans, petits commerçants, etc., qui avec les enfants d'ouvriers représentent la quasi-totalité de l'effectif accueilli dans ces classes, véritables vestibules du travail à la chaîne, sur les chantiers ou dans les grands magasins ;

— en revanche les enfants des grands bourgeois sont, dans ces classes, dans une proportion dix fois moins importante que dans les classes préparant au baccalauréat. Ils ne sont, même, pratiquement pas représentés (1,7 % de l'effectif total).

| Pourcentage de fils de par rapport au nombre total d'élèves inscrits en | Ouvriers qualifiés | Ouvriers spécialisés | Manœuvres | Ouvriers agricoles | Patrons de l'industrie | Patrons du grand commerce | Professions libérales, cadres supér. |
|---|--------------------|----------------------|-----------|--------------------|------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| 1 ^{re} année de cycle long (classes de seconde) | 10,8 | 7,2 | 1,5 | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 15,3 |
| | 20,4 | | | | 17,5 | | |
| 1 ^{re} année de cycle court (CAP, BEP, CEP, CPA...) | 20,8 | 16,4 | 5,9 | 2,4 | 0,2 | 0,2 | 1,3 |
| | 45,5 | | | | 1,7 | | |

Le « savoir minimum garanti » par Giscard d'Estaing, c'est donc bien la garantie, pour la bourgeoisie, du savoir minimum pour les enfants de travailleurs.

Ces chiffres sont la preuve irréfutable que l'école est organisée pour perpétuer l'exploitation aussi rapide que possible des enfants de travail-

leurs et la domination la plus rigoureuse de la bourgeoisie. Le projet Haby n'est rien d'autre qu'une tentative d'accentuation, de « rationalisation » de la dictature de classe de la bourgeoisie à l'école, pour préserver son hégémonie à l'aube d'un impétueux mouvement des masses populaires.



contre les deux superpuissances UNION DES PEUPLES D'EUROPE

Une manœuvre soviétique en direction de l'ARBED

(article de « Clarté et l'Exploité » organe central du P.C.M.L.B.)

ARBED... une des grandes entreprises sidérurgiques du Marché commun.

Chaque année 30 milliards de francs de chiffre d'affaires, environ 2,5 milliards d'investissement. Chaque année également, une production de 5 à 6 millions de tonnes d'acier.

ARBED possède des filiales aux Pays-Bas et en Allemagne occidentale; il détient 62 pour cent du capital de Sidmar à Seltz (12 milliards de francs d'affaires et 2,5 millions de tonnes d'acier par an).

L'ARBED DANS L'ORBITE SOVIÉTIQUE ?

Le gouvernement soviétique vient de proposer un accord au gouvernement luxembourgeois. Selon les termes de cet accord, l'U.R.S.S. fournirait au Grand-Duché de Luxembourg tout l'uranium enrichi dont il aurait besoin pour les centrales nucléaires à construire sur son territoire. Le Grand-Duché de Luxembourg s'engagerait à fournir à l'U.R.S.S. la totalité de la production d'acier de l'ARBED.

Le gouvernement luxembourgeois avait accepté cet accord. Celui-ci a cependant échoué (tout au moins jusqu'à présent) par suite de l'opposition de la Société Générale.

Il faut savoir que l'ARBED est contrôlée conjointement par deux monopoles belges : la Société Générale (légèrement prépondérante) et le groupe Empain. Le marché proposé par le gouvernement de l'U.R.S.S. pouvait sembler très avantageux mais il livrait l'ARBED au bon vouloir des dirigeants soviétiques. En effet, l'entreprise luxembourgeoise réservant toute sa production à l'U.R.S.S. aurait dû couper avec ses clients traditionnels. A partir de ce moment, elle devenait tributaire entièrement du gouvernement soviétique qui, en freinant ou en accélérant les commandes, devenait maître des prix et pouvait imposer ses volontés. Il est évident que cela aurait conduit à des investissements de capitaux soviétiques dans l'entreprise. Mais même sans cela, l'ARBED devenait un pion dans la politique soviétique !

La Société Générale, dont les dirigeants ne sont certainement pas des naïfs, ont refusé le marché et mis ainsi le gouvernement luxembourgeois dans l'impossibilité de signer l'accord.



UNE MANŒUVRE CONTRE LA C.E.E.

Il est un autre aspect du marché envisagé qui ne manque pas d'être inquiétant : en proposant de fournir l'uranium enrichi dont le Grand-Duché avait besoin, le gouvernement soviétique devenait maître absolu de l'approvisionnement de ce pays en énergie. On peut se dire que le Luxembourg est un bien petit pays et que dès lors cette manœuvre soviétique a bien peu de signification. Mais il ne faut pas oublier que ce qui est minuscule par la superficie a une très forte densité industrielle il est le premier producteur d'acier par tête d'habitant (12 fois plus qu'en Belgique; 40 fois plus qu'en France); sa production d'électricité par tête d'habitant est deux fois plus grande qu'en Allemagne occidentale ou en

Grande-Bretagne, deux fois et demie plus grande qu'en Belgique ou en France.

En fait, le projet soviétique visait à une main-mise totale de l'U.R.S.S. sur l'économie luxembourgeoise; c'était un coin enfoncé dans la Communauté Economique Européenne dont les dirigeants soviétiques redoutent tant que les dirigeants américains qu'elle ne devienne un rival puissant des deux superpuissances dans leur course à l'hégémonie.

Nous n'avons pas encore prononcé le mot impérialisme. Il s'impose. Il s'agit d'un acte de brigandage pur et simple aux multiples aspects : devenir maître d'un puissant monopole capitaliste; s'immiscer dans l'économie d'un pays, s'en rendre maître et piétiner son indépendance nationale. De cette place forte, s'en prendre à la C.E.E. pour la saboter; s'installer au Grand-Duché dans des buts stratégiques évidents.

UN NOUVEL ESSAI VERS LA BELGIQUE ?

L'opération a échoué à cause des contradictions intercapitalistes et intermonopoles. Mais il est évident que les dirigeants soviétiques ne se résigneront pas et qu'ils vont essayer de la reprendre sous une autre forme. D'ailleurs, rien ne dit que c'est en direction du Grand-Duché de Luxembourg qu'elle se renouvellera. Pourquoi pas la Belgique ?

Ce que nous savons, c'est qu'alors que l'ensemble de la sidérurgie belge est secoué par la crise économique, Hainaut-Sambre continue sur sa lancée comme si rien n'était; son usine de Couillet tourne à plein rendement pour l'Union soviétique. Boël à La Louvière également exécute de grosses commandes pour l'U.R.S.S. et il est fort probable qu'il en est de même pour la Fabrique de Fer à Charleroi.

Ne peut-on pas, maintenant que l'opération a été mise en échec pour l'ARBED, imaginer qu'une opération analogue soit livrée en direction de certaines entreprises de la sidérurgie belge ?

DE L'ACIER POUR UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE

En tout cas, ce qui frappe, c'est cette frange d'acier dont est prise la superpuissance soviétique, qui est le premier producteur du monde. Elle contrôle les importantes productions de Pologne et de Tchécoslovaquie, sans parler des productions moins importantes des autres pays d'ex-démocratie populaire. Et voici qu'elle effectue de très grosses commandes en Belgique, qu'elle tente de faire main basse sur l'ARBED; sans doute s'approvisionner-elle encore en bien d'autres endroits.

Que signifie ce besoin étonnant d'acier ? La réponse coule de source : l'acier est la matière première essentielle pour l'industrie de guerre. C'est parce qu'elle s'arme de façon démentielle et que comme conséquence de sa rivalité avec l'autre super-grand elle prépare une troisième guerre mondiale, que l'U.R.S.S. a besoin de toujours plus d'acier.

Voilà la vérité qui confirme l'analyse des marxistes-léninistes : l'U.R.S.S. est social-impérialiste, c'est-à-dire socialiste en paroles, impérialiste dans les faits. Ce social-impérialisme soviétique est devenu au même titre que l'impérialisme américain un ennemi féroce des peuples contre lequel il faut se battre farouchement pour garder et développer l'indépendance nationale, pour aller à la révolution prolétarienne.

Déclaration commune du Parti Communiste d'Italie (M.-L.) et du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (extraits)

Les représentants du Comité Central du Parti Communiste d'Italie Marxiste-Léniniste et du Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France se sont rencontrés récemment; ils ont examiné ensemble la situation politique et ont pris différentes mesures communes, résultant des nécessités issues de leurs analyses. La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère de fraternité et d'internationalisme prolétarien.

Les deux partis frères, à travers un examen du développement de la lutte de classe dans leur pays respectif, à travers les succès dans les activités de leurs organisations, ont échangé leurs expériences et ont réaffirmé l'engagement d'assumer toujours plus leur rôle d'Avant-Garde dans les luttes du prolétariat et des masses travailleuses. Ils s'engagent à réaliser l'unité de toutes les forces révolutionnaires, à intensifier les initiatives pour que les peuples italien et français — voisins par les liens historiques et par leur contiguïté géographique, tous deux riches de glorieuses traditions révolutionnaires — donnent la plus grande contribution au front uni contre l'impérialisme, le social-impérialisme et tous les réactionnaires pour la cause de la révolution mondiale.



Les partis frères de France et d'Italie s'opposent à la politique d'agression et de domination des deux superpuissances. Aujourd'hui, l'Europe constitue le secteur principal des manœuvres des deux superpuissances qui s'efforcent d'imposer leur hégémonie au monde entier. Dans leur complicité

octobre Parti Communiste de Suisse / Marxiste-Léniniste PCS/ML. Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous! La lutte pour le revenu équitable ne peut être séparée de la lutte contre les deux superpuissances

Après la grande manifestation de novembre 1973 devant le Palais fédéral, par milliers les agriculteurs se sont mobilisés et ont participé à de multiples actions contre la politique du Conseil fédéral. Le boycottage du contrôle du lait et des importations illicites, l'organisation des marchés libres, l'occupation de locaux tels que ceux de la Migros à Chésalles-sur-Moudon ont marqué une nouvelle étape dans les luttes paysannes. Comme lors de l'immense rassemblement paysan européen du 16 septembre 1974 qui regroupa dans notre pays des centaines de paysans, toutes ces manifestations furent couronnées de succès et rencontrèrent un accueil favorable dans la population.

Ces nombreuses luttes caractérisent une nouvelle prise de conscience de la paysannerie, une volonté toujours plus grande de combattre la politique de spoliation, de liquidation de

et dans leur rivalité, l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe font de l'Europe le point clef des stratégies respectives et sous le camouflage de déclarations sur une prétendue détente, avec leur antagonisme croissant, ils font courir au monde de graves dangers, surtout le danger d'une nouvelle guerre.

PROLETARI DI TUTTI I PAESI, UNITEVI!

nuova unità

Une fois de plus, le jugement de Lénine selon lequel la tendance de l'impérialisme est de provoquer la guerre, se trouve confirmé. Face à ce danger, la vigilance doit s'aiguiser chaque jour davantage ainsi que la mobilisation massive des peuples.

Les deux partis frères condamnent les nouveaux tsars qui oppriment les peuples soviétiques et autres peuples. Les dirigeants soviétique ont renié les principes de Lénine et de Staline et ont détruit la dictature du prolétariat pour la remplacer par une dictature social-fasciste qui représente les intérêts de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir en URSS.

Les deux partis frères s'engagent à faire tous les efforts pour démasquer la politique de trahison des intérêts du prolétariat de la part des sociaux-impérialistes russes et de leurs valets, les dirigeants révisionnistes des partis - communistes - français et italien.

Aujourd'hui, plus que jamais, est pressant le grand appel:

« Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous ! »

l'agriculture pratiquée par le capital monopoleur.

Cet élargissement du front de lutte paysan, l'élévation de son niveau politique, de sa combativité revêt, dans la situation actuelle, une valeur spécifique.

Les deux superpuissances, U.S.A. et U.R.S.S., qui rivalisent pour l'hégémonie mondiale menacent l'indépendance de chaque pays, et font peser un grave danger de guerre dans le monde, tout particulièrement en Europe, centre de leur rivalité.

L'agriculture qui représente la base de toute économie, est, comme le déclare l'Union des Producteurs Suisses (U.P.S.) dans la lettre qu'elle vient d'adresser au Conseil fédéral « un élément indispensable et irremplaçable de la défense du pays et le meilleur gage de son indépendance politique et économique ». La dernière guerre mondiale, avec le danger d'invasion de la Suisse par le fascisme hitlérien, a bien mis en évidence ce rôle fondamental de l'agriculture. Sans la participation massive de la paysannerie, avec notamment la mise en exploitation des moindres parcelles cultivables, le peuple aurait souffert davantage et la lutte pour l'indépendance aurait été encore plus difficile.

La situation créée par les deux superpuissances sur le marché des matières premières et de l'alimentation est à la base de la poussée inflationniste et des grands déséquilibres économiques mondiaux actuels.

La politique du Conseil fédéral, favorable

aux importateurs n'enraie pas les effets de cette situation mais, au contraire, en pratiquant des prix de base inférieurs aux frais de production provoque la désertion des campagnes et l'abandon de nombreuses terres exploitables. Par ce moyen, la bourgeoisie a fait tomber la production alimentaire de notre pays à 45% des besoins de la population (elle était de 65 à 70% à la Deuxième Guerre mondiale) et dans certains secteurs comme le blé, le sucre, le colza, les fourrages, etc... à 20 à 30%. La pénurie alimentaire mondiale provoquée par la politique d'hégémonie des deux superpuissances a provoqué l'augmentation des prix (en 1974, plus de 200% pour le sucre) et la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière, du peuple.

Exiger 10% d'augmentation des prix à la production des produits d'origine animale et

15% pour ceux d'origine végétale au premier janvier 1975, comme l'a adopté le dernier Congrès de l'U.P.S. à Yverdon, exiger la suppression de la retenue sur le lait, assure non seulement un revenu plus équitable à la paysannerie mais favorise encore le développement des cultures végétales, base fondamentale de l'alimentation.

Ces revendications sont dans l'intérêt du prolétariat et du peuple tout entier, elles renforcent la lutte contre les deux superpuissances, contre la politique monopoliste du Conseil fédéral, contre la hausse des prix qui frappe sans cesse la classe ouvrière. Nous devons soutenir tout ce qui renforce le peuple dans sa lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, pour l'indépendance nationale, pour la révolution prolétarienne.

Les marxistes-léninistes d'Autriche, de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et de Suisse nous ont déjà confirmé la présence de leurs représentants au Meeting de la Mutualité.

Nous renouvelons publiquement notre invitation à toute formation française ou étrangère, se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung à nous rencontrer pour participer avec nous, dans une juste unité d'action, à la célébration de la victoire de la Commune de Paris.

Nous appelons également nos militants de province à préparer d'ores et déjà leur participation au défilé du matin et au meeting international, ouvrier et paysan de l'après-midi.

MEETING

- International
- Ouvrier et paysan

PALAIS DE LA MUTUALITÉ salle A
DIMANCHE 16 MARS - 14 H

DÉFILE au mur des Fédérés

RASSEMBLEMENT LE 16 MARS
à 10 h., Place de la République



E-100 104^e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

OUVRAGES POLITIQUES :

| | |
|---|---------|
| MARX : La guerre civile en France | 2,55 F |
| LENINE : L'Etat et la Révolution | 1,50 F |
| MARX - ENGELS - LENINE : Sur la Commune | 12,00 F |
| LISSAGARAC : Histoire de la Commune | 16,00 F |
| CLUSERET/ROSSEL : La Commune et la question militaire | 7,50 F |
| ANDRE MARTY : Blanqui, un révolutionnaire des temps d'orage | 3,00 F |
| BRUHAT : La Commune de 1871 (nombreuses illustrations) | 80,00 F |
| EUGENE POTIER : Œuvres Complètes | 38,40 F |

ROMANS ET RECITS :

| | |
|-------------------------------|----------------|
| LOUISE MICHELE : La Commune | 17,90 F |
| VALLES : L'Insurgé | 23,00 F |
| La Commune de Paris (théâtre) | Poche : 5,50 F |
| Le Cri du Peuple | 26,00 F |
| GRANINE : Dombrowsky | 23,20 F |
| CHABROL : Le Canon Fraternité | 6,40 F |
| | 34,80 F |

DISQUES (33 tours, 30 cm)

| | |
|------------------------|---------|
| A l'assaut du Ciel | 34,50 F |
| Chants de la Commune | 34,50 F |
| Chants pour la liberté | 34,50 F |

Bientôt une nouvelle brochure H.R.
« Vive la Commune de Paris »
d'après une bande dessinée de R.P.C.
éditée et distribuée par E.-100

à propos d'une campagne... antichinoise

Les excellentes nouvelles en provenance de Pékin ont apporté une nouvelle preuve de l'affermissement de la Chine populaire et du succès de la ligne suivie par le P.C.C. : l'Assemblée nationale chinoise, approuvant la modification de la Constitution, a défini la Chine rouge comme « Etat socialiste de dictature du prolétariat » et a reconnu au P.C.C. la qualité « d'organe suprême du pouvoir d'Etat ».

Pour tenter d'avilir cet exemple contagieux et d'endiguer l'enthousiasme des révolutionnaires, la presse bourgeoise, comme par un extraordinaire hasard, s'est ouverte à partir du 18 janvier aux agressions les plus diverses contre la Chine populaire. Cette nouvelle campagne de haine et de mensonges s'est développée dans tous les secteurs de l'information bourgeoise : d'ouvrages aux titres orduriers en piteuses émissions de télévision, d'analyses extravagantes en pompeuses études journalistiques, c'est à qui s'est fait le meilleur connaisseur d'une Chine immuable, cruelle — mais si ma chère, je vous l'assure — et parfaitement incompréhensible pour nos cerveaux d'hommes civilisés.

Dans cette redoutable compétition de la calomnie et de l'agressivité, nous accorderons volontiers un accessit au digne journal bourgeois *Le Monde* : on est objectif au *Monde* ; et on est impartial. La Chine populaire remporte des succès grandioses ? Qu'à cela ne tienne, restons dans le juste milieu et offrons nos colonnes à un auteur anti-communiste et anti-chinois !...

Dans « *Le Monde* » des 21 et 22 janvier un certain Lucien Bianco livrait doctement ses « impressions personnelles ». Et que ces termes ne vous laissent pas imaginer quelque subjectivité ou percevoir quelque arrière-pensée douteuse. Il est savant, monsieur Bianco : la preuve, il est directeur d'études à l'École des hautes études - en - services - sociales. Et puis il sait de quoi il parle : il est sinologue. Parfaitement.

Monsieur Bianco a fait un jour un voyage en Chine, et ce qu'il a vu et entendu a tout à fait confirmé ce qu'il imaginait : il est impossible à un observateur honnête de retirer quoi que ce soit d'intéressant d'un tel voyage. Les Chinois vous montrent ce qu'ils veulent bien vous montrer, et rien d'autre. Quant à ce qu'ils vous disent, ce n'est pas même la peine d'en parler. Voulez-vous livrer à une étude savante sur l'évolution conjointe de la natalité et de la mortalité, notre explorateur n'a recueilli que des données statistiques « imaginaires » ou « incohérentes ». Heureusement, grâce à sa perspicacité et à sa sagacité il a su montrer à ces petits tricheurs de Chinois qu'avec lui ça ne prenait pas : ses questions percutantes ont rendu successivement « boudeuse » une dirigeante de comité révolutionnaire, « confus » un employé et « penaud » un jardinier.

Armé d'un mépris inouï pour ses interlocuteurs, ce sinologue de choc nous assure que le recul rapide de la mortalité en Chine est « comparable à ce que l'on constate dans le reste du tiers monde ». Après cette contre-vérité monstrueuse, il ne lui est évidemment pas difficile de poursuivre, dans la duplicité et le mensonge délibéré : il se félicite que la Chine populaire fasse — selon lui — le contraire de ce qu'elle dit, plus précisément « qu'elle ne s'inspire pas des principes anti-malthusiens qu'elle a proclamés l'été dernier au Congrès international de Bucarest ». Cette formule perfide tentée vainement de déformer la déclaration solennelle de la Chine populaire à Bucarest : les peuples du tiers monde sont maîtres de leur destin. Ils ne

se laisseront imposer aucune ligne de conduite par les impérialistes, pas même dans le domaine démographique. La misère dans le monde résulte non de la natalité mais du pillage et de la surexploitation coloniale et impérialiste. De cela, Monsieur Bianco se garde bien de parler...

Les investigations de cet individu ne se sont pas arrêtées là. Il a vu des usines. Et savez-vous ce qu'il y a découvert ? qu'en Chine on camoufle le chômage en « sous-employant un personnel nombreux » dont « les cadences sont assez lentes ». La pauvre cervelle de notre universitaire-journaliste ne peut évidemment pas concevoir que des ouvriers ne soient pas soumis à des cadences infernales, à l'exploitation forcée de capitalistes. Ah, monsieur Bianco, si ce « chômage - camouflé » - là existait partout dans le monde, l'humanité aurait sans doute fait un grand pas... Il est vrai que dans le domaine économique M. Bianco est d'une compétence rare : convaincu de la désinvolture — mais oui — des dirigeants chinois, il a déterminé, figurez-vous, que le grand bond en avant de 1958 a été « une erreur », « un échec », « un désastre » (!) Il ajoute sans sourcilier que « le niveau de vie moyen n'est pas tellement plus élevé... qu'en 1936 » ! Quant aux catastrophes naturelles des années 60-61, il proclame pour faire bonne mesure qu'elles ont été... « amplifiées pour les besoins de la cause ». Plus un mensonge est gros...

Dans le domaine idéologique et politique l'expert du « *Monde* » trouve à exercer une malhonnêteté semblable. Que la campagne contre Confucius et Lin Piao soit artificielle, bureaucratique, simple répétition de slogans lénifiants, on l'avait déjà lu, de l'Humanité à l'Aurore en passant par France-Soir et l'Observateur ; que la Révolution culturelle ait en Chine « renforcé le camp des sceptiques et des blasés », c'est déjà plus original ; mais affirmer que « les travailleurs chinois ressentent les « dazibao » comme nous les affiches dans le métro » (!) et soient surtout « préoccupés par la bonne chère et leur famille », voilà qui fera passer M. Bianco à la postérité, nous n'en doutons pas. D'ailleurs pour tout vous dire, chers - lecteurs - du *Monde* - abusés par les récits d'autres voyageurs, en Chine populaire « seuls peuvent exprimer et faire prévaloir leur avis un petit nombre d'hommes ou de clans aux effectifs réduits ». Vous avez entendu parler de mouvements de masse, de luttes de lignes, d'assemblées ouvrières, des discussions philosophiques des travailleurs et de leur travail politique ? Balivernes que tout cela pour M. Bianco. La vérité c'est que « les campagnes idéologiques remettent en cause tout ce que l'on voudra, hormis la domination que subissent les masses » (sic). Mais enfin, direz-vous, la Révolution culturelle ? Mensonges, répond toujours avec assurance le menteur Bianco, « le conformisme culturel est encore plus pressant que dans le passé », et si l'on dénonce le confucianisme « c'est pour mieux conserver les rites ». Reconnaissons que Monsieur Bianco est magnanime : il conclut que la Chine populaire n'est pas « une tyrannie pure et simple » !

On peut en rire, car c'est un bon signe de voir une campagne antichinoise et anticommuniste ramasser dans les immondices des arguments aussi grossiers, des jugements aussi grotesques.

Mais les marxistes-léninistes doivent être vigilants et ne pas laisser passer sans riposte politique ces libellés de bas-étage. Ce n'est pas un hasard si de telles sous-productions

Les mensonges révisionnistes sur la R.D.A.

Dans l'Humanité (blanche) des 24, 25 et 26 février 1975, les révisionnistes, sous prétexte de reportage en R.D.A., se livrent en fait à un éloge sans mesure de la soumission complète au social-impérialisme... allant même jusqu'à vanter le « volontariat du travail » des citoyens de la R.D.A. en U.R.S.S. (tiens ! tiens ! ça doit rappeler des bons souvenirs à Marchais !).

Il suffit de quelques citations de ces articles :

« Il nous faut tirer le profit maximum de chaque mark, chaque heure de travail, chaque gramme de matériel. »

« Le gazoduc d'Orenburg : devant être réalisé en commun par l'URSS, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie et la R.D.A., il devrait être terminé aux environs de 1979... (il ira) de l'Oural à la frontière tchécoslovaque (...). »

Pourquoi cette réalisation constitue-t-elle une nouvelle étape de l'intégration socialiste ? Chaque pays aura à sa charge la construction d'un secteur déterminé. L'URSS est responsable de l'exploitation. C'est elle qui livre le projet — conçu d'ailleurs en coordination étroite avec ses partenaires — aux autres pays, et c'est encore elle qui fournit le matériel. De même, l'Union Soviétique reste propriétaire du gazoduc. Par contre les dépenses de construction et de main-d'œuvre sont partagées de façon égale entre

tous les pays — qui se voient, en retour, garantir un approvisionnement en gaz naturel pendant 20 ans. »

Aucun commentaire n'est nécessaire ! Il faudrait cependant ajouter que l'URSS vient d'augmenter de 131 % (plus que doubler) le prix des produits pétroliers vendus aux pays du Comecon.

Il y a plus, dans cet article. « La section que (la R.D.A.) doit réaliser, longue de 550 km, se trouve en Ukraine. Les dirigeants de la R.D.A. en ont fait un « chantier de la jeunesse » et se trouvent déjà avec un excédent de volontaires sur les bras ! »

Ce « volontariat » est suspect : il s'agit en fait de travailleurs émigrés, embauchés par l'URSS dans des conditions encore plus draconiennes que celles de la circulaire Fontanet : pour le temps d'un chantier, sans droit de grève, évidemment.

En fait, le seul précédent de ce genre de « déportation » de travailleurs, c'est précisément le S.T.O. institué par l'Allemagne hitlérienne, sous prétexte de « participer à l'édification de l'Europe Nouvelle ».

Faire ainsi propagande pour la soumission totale aux besoins économiques du social-impérialisme, et l'apologie d'un S.T.O. nouveau style, voilà où en sont arrivés les révisionnistes du P. C. » F.

tions sortent des tiroirs à chaque nouveau pas en avant de la Chine populaire. Ce n'est pas un hasard si les mêmes arguments en forme d'injures se retrouvent sous la plume des révisionnistes et des anti-communistes traditionnels. Chaque victoire du marxisme-léninisme est

pour eux, ennemis du peuple, une défaite.

Accentuons leur défaite ! Ripostons sans relâche et sachons faire comprendre aux masses que de tels arguments orduriers doivent retourner à l'endroit qu'ils n'auraient jamais dû quitter : une poubelle.

E-100 Nouveautés

70, rue de Belleville, 75020 PARIS

- **E-100 :**
STALINE : Anarchisme ou socialisme ? 6,00 F
- **TIRANA :**
E. HOXHA : Discours 1971-73 7,80 F
Rapport sur le rôle et les tâches du Front Démocratique (1967) 4,50 F
- **10 X 18 :**
MARX - ENGELS - LENINE - STALINE : La lutte des partisans (brochure de 1945 rééditée avec une préface de Patrick Kessel) 9,50 F
- **MASPERO :**
AMILCAR CABRAL : Unité et lutte
I. - L'arme de la théorie 45,00 F
II. - La pratique révolutionnaire 45,00 F
- REEDITION « NORMAN BETHUNE »**
Manuel d'Economie politique tome 1 : Le mode de production capitaliste 23,00 F
Histoire du Parti bolchévique 21,00 F

BRUXELLES (de notre envoyée spéciale Sylvie AMBROGGI)

BRILLANT SUCCÈS DU COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'ALBANIE

Organisé par « Les Amis de l'Albanie nouvelle », association d'amitié du peuple belge avec le peuple albanais, le premier colloque international, réuni à Bruxelles les 28 février et 1^{er} mars sur l'Albanie socialiste, a remporté un brillant succès.

Il a en effet constitué une manifestation concrète de l'élargissement social et international de l'intérêt porté à l'édification de la société socialiste en Albanie, son thème général étant d'ailleurs : « Trente années de réalisations socialistes en Albanie. »

Elargissement social d'abord tout à fait conforme à la ligne de masse d'une association d'amitié : auprès de militants comme Fernand Lefebvre, Petersen ou Jacques Jurquet, dirigeants marxistes-léninistes belge, hollandais ou français, présents avant tout en tant qu'amis du peuple albanais, on notait la participation de personnalités, connues pour leur appartenance à des partis socialistes ou simplement progressistes, venues là également par amitié pour l'Albanie socialiste. Des ouvriers cotoyaient de nombreux professeurs d'université belges, italiens, français, et naturellement albanais.

Elargissement international aussi, puisque la première séance du colloque fut honorée non seulement par les présences de représentants diplomatiques de la République populaire de Chine, de la République démocratique et populaire d'Algérie et de la République populaire de Roumanie, mais encore de Grèce, de Suède et d'Italie.

Dans l'auditoire figuraient, outre les hôtes belges, des ressortissants allemands, français, luxembourgeois, hollandais, italiens, ainsi que des travailleurs immigrés du tiers monde, algériens, tunisiens, marocains, ruandais et d'autres nations d'Afrique que nous nous excusons de n'avoir pu recenser.

Après les discours d'ouverture prononcés par M. Léon-Eli Troclet, ministre d'Etat de la Belgique et Javer Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie, Mme Joyce Lussu, écrivain italien, fit un exposé détaillé sur l'histoire de l'Albanie avant la libération de 1944. Puis André Vogel, président des Amis de l'Albanie nouvelle de Belgique, traita de la politique internationale de l'Albanie socialiste, précisant au passage la situation créée en Europe par les deux superpuissances U.S.A. et U.R.S.S. Après l'exposé d'un juriste belge, M. Hamaide, sur le droit en Albanie socialiste, l'intervention la plus marquante fut présentée par Tago Adami, professeur d'université à Tirana sur le sujet « Trente années d'économie socialiste en Albanie ».

Ensuite le colloque porta son attention sur les questions agraires : un professeur d'université de Paris-Nord, M. Sivignon, se proclamant non sans humour « bourgeois social-démocrate », apporta son éloquent témoignage sur les succès remportés par l'implantation des coopératives et fermes d'Etat en Albanie socialiste. Disposant d'éléments de comparaison grâce à ses propres recherches dans d'autres pays méditerranéens, comme l'Espagne et la Grèce, ce spécialiste souligna que l'Albanie tient, par exemple, la première place dans l'effort d'irrigation de ses terres avec des résultats particulièrement remarquables.

Le professeur Cirillo Maliani, de l'université de Pavoue (Italie), enchaîna sur le développement de

l'agriculture albanaise depuis trente ans et montra comment le peuple albanais est passé, en ce domaine, d'une société féodale ou semi-féodale très en retard, à une société en voie de modernisation, à une société socialiste.

La seconde journée du colloque débuta par la riche intervention d'Abraham Behar, professeur à la Faculté de médecine de Paris. Traitant de la santé publique en Albanie, l'orateur captiva facilement l'assistance en soulignant avec force ce qui la différencie, par son caractère socialiste, de la santé publique conçue et pratiquée dans un pays capitaliste. Il souligna notamment que l'Albanie a choisie la voie moderne de la médecine : la prophylaxie, la médecine préventive, en accordant des efforts prioritaires à des secteurs comme la médecine du travail, la médecine scolaire et ce qu'on appelle chez nous la « P.M.I. », la protection maternelle et infantile. Après de nombreuses précisions, Abraham Behar mentionna l'opinion fort impressionnée et flatteuse des experts de l'Organisation mondiale de la Santé, et le fait que l'âge moyen en Albanie soit passé, grâce à cette médecine socialiste, de

38 à 68 ans. Il conclut en affirmant, sur la base de l'exemple albanais, qu'il n'est pas possible de pratiquer une véritable prévention sanitaire sans une véritable adhésion des masses, qu'impulse et organise le parti. Pour l'essentiel, la seconde journée du colloque fut alors consacrée à la question de l'émancipation de la femme albanaise. Trois interventions furent présentées successivement par Nedret Hoxha, membre de la Cour suprême de la République populaire d'Albanie (et aussi ancienne partisane au cours de la guerre de libération), par Eliane Vogel, directrice de recherches à l'Institut de sociologie de Bruxelles et par Annick Miske, sociologue à l'Institut de Montrouge. Ce sujet suscita diverses questions et mises au point, apportant au colloque une animation bénéfique.

Enfin le professeur albanais Petro Lalaj, succédant à Joyce Lussu sur la question de l'instruction et de la culture, dressa le bilan et les perspectives de l'Albanie socialiste dans la formation et l'édification d'une société que l'on peut tenir aujourd'hui pour une avant-garde de la civilisation humaine.

André Vogel clôtura le colloque

sous les applaudissements enthousiastes de tous les participants, dans une atmosphère d'amitié profonde et internationaliste entre tous les délégués présents et particulièrement envers le glorieux peuple albanais dirigé par le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête Enver Hoxha.

Le colloque international de Bruxelles sur l'Albanie socialiste a constitué une expérience enrichissante et fourni un remarquable exemple à méditer et à suivre, pour développer toujours davantage la nécessaire connaissance et l'amitié militante des peuples du monde vis-à-vis du peuple albanais et de la société socialiste qu'il édifie.

Les textes de toutes les interventions seront édités par « Les Amis de l'Albanie nouvelle », 32, rue Crickx, 1060, Bruxelles. Les lecteurs intéressés pourront se les procurer soit directement, soit par l'intermédiaire de l'A.A.F.A., 21, rue Dautancourt, 75017 Paris ou dans les librairies diffusant habituellement le livre albanais. Nous ignorons, pour l'instant, le prix de vente de cette brochure.

FEMMES : PROBLÈME DE CLASSES

Mais oui, les femmes peuvent « arriver » sous le capitalisme : regardez Giroud, avec la première avocate, une directrice de harras, une amirale, une capitaine de marine. C'est l'opération « femmes à la barre » pour les « journées de la femme » du 1^{er} au 3 mars.

Oui, mais cela c'est la réussite individuelle de quelques-unes, et issues de quelle classe ? Certainement pas de ces femmes dont 45 % avait en 1974 moins de 1.500 F par mois pour vivre. De quoi est faite la réalité de tous les jours pour elles ?

LA SUREXPLOITATION DU TRAVAIL

Dans les entreprises, les salaires féminins en moyenne sont réduits de 33 % par le patron. C'est encore pire dans les « branches féminines » qui demandent en général de l'habileté et une grande tension nerveuse : 74 % de moins dans l'habillement ! Bien sûr, il y a toujours de bonnes raisons : manque de qualification pour le poste même si on fait le travail — moins d'ancienneté, car les femmes sont de la main-d'œuvre mobile bon marché pour les capitalistes — moins d'heures parfois. Même avec plus de qualification, on voit que l'inégalité de salaire est plus grande encore. C'est que les femmes ne sont pas considérées comme des travailleuses à part entière car cela va dans les intérêts des patrons qu'elles soient de la main-d'œuvre d'appoint. Par exemple, pour la retraite : en 1972 la « pension normale moyenne » était de 7.000 F par an pour un homme, et ce n'est déjà pas lourd ; pour une femme, c'est 4.500 F ! Pourquoi ? A cause de l'inégalité des salaires, et parce qu'une diminution de 10 % des années de cotisation à la Sécurité sociale entraîne une baisse de 50 % de la retraite... Combien en connaissez-vous de ces femmes qui

ne touchent rien, ou presque, dans leur vieillesse, parce qu'elles ont dû élever des enfants et s'occuper de la maison ?

LE POIDS DE LA FAMILLE

S'occuper de la maison, des courses, de trois enfants, cela équivaut à une semaine de 60 heures. Alors, faut-il revendiquer que les femmes puissent se consacrer entièrement à la maison comme « mère de famille » ? Lecanuet s'est déclaré favorable au salaire maternel. Pourquoi ? Avec la crise capitaliste, les femmes sont les premières licenciées, dans les pires conditions. Les retenir à la maison, c'est faire des économies de chômeurs, c'est éviter de construire des crèches, c'est empêcher qu'elles soient dans les luttes de classe contre les licenciements et la surexploitation. C'est donc un projet réactionnaire. Et que répondent les révisionnistes du P.C.F. ? : « qui paiera ce salaire ? Augmentez donc les allocations familiales ! » (déclaration de Mireille Bertrand, 25-2) ce qui revient au même. Il n'est pas dit que Lecanuet ne suive pas un conseil aussi arrangeant...

Toutes les positions révisionnistes reviennent à enfermer les femmes dans leur famille : de là vient leur hostilité aux questions de contraception et d'interruption de grossesse, leur idéal de la femme « faite pour plaire ». Ils parlent hypocritement de la « spécificité de la femme » qui l'oblige à concilier sa « nature » de mère de famille avec le travail. Alors évidemment, dans les conditions du capitalisme, on a envie de rester chez soi... « le métier de femme à la maison exige beaucoup de qualification et du travail à temps plein. Mais il faut pouvoir choisir, ce qui est loin d'être le cas. » (intervention sur « la femme, l'enfant, la famille », Huma 4 février). Comme c'est bien tourné !

Même si cela aide un budget, la

vraie solution n'est pas d'augmenter les allocations familiales. La force des travailleuses, leur conscience anticapitaliste, c'est quand ENSEMBLE elles refusent les réductions d'heures et de salaires, les licenciements qui les touchent, elles en premier. C'est quand elles ont un travail et qu'elles le gardent suivant l'exemple de Cerisay, en refusant les frais de la crise. Voilà la première égalité, celle dont parlait en 1851 l'institutrice socialiste Pauline Bertrand : « la femme a droit à un travail productif, indépendant, qui l'affranchisse de toute tutelle. Elle a le droit de choisir elle-même son travail aussi bien que l'homme et nul ne peut légitimement la confiner dans le ménage si elle se sent autrement appelée ».

C'est une garantie pour l'avenir des luttes contre le capitalisme. C'est la révolution prolétarienne qui nous donnera complètement, hommes et femmes, le pouvoir politique, la libération du travail, et la défaite des idées rétrogrades de dépendance et d'infériorité.

PROLETARIAT

N° 9 — 2^e trimestre 1975

Au sommaire

La guerre imminente et l'Europe ; un syndicat accuse ; Hollenstein : histoire de grève ; Nationalisations : solution miracle ? ; Front-Rouge : une officine révisionniste ; Femmes cambodgiennes en première ligne ; Histoire : 1933-1939 ; « Détente » ou course à la guerre ; Document de Chine : trois grandes luttes sur le front philosophique en Chine ; Cinéma : pour une critique du cinéma révolutionnaire.

La bataille de l'Humanité Rouge quotidienne continue !

La souscription publique de 20 millions que nous avons lancée pour le 1^{er} mars, a atteint le 28 février au soir 169 850,60 F. Il nous manque donc 3 millions.

Cependant, d'ores et déjà nous pouvons considérer que c'est une grande victoire pour notre journal. Ces derniers jours, il parvenait au siège de l'Humanité Rouge près d'un million par jour. Si bien qu'à ce rythme, qui ne doit pas cesser, nous aurons atteint cette semaine l'objectif financier fixé.

Il faut donc continuer l'effort, car la bataille vient à peine d'être entamée.

A ce jour, nous avons sorti 15 numéros d'essais, qui ont permis de mieux connaître et rectifier les insuffisances apparues et qui apparaissent encore sur de nombreux plans.

En ce qui concerne, le paiement des échéances financières pour les traites du matériel acquis, nous pourrions les rembourser grâce à cette première souscription et aux nombreux abonnements parvenus.

Notre quotidien (qui sera d'abord tri-hebdomadaire) sortira, nous en sommes convaincus.

C'est une bataille idéologique et politique qui permettra aux communistes

marxistes-léninistes de notre pays de développer une agitation-propagande si nécessaire dans la période actuelle.

Période excellente pour les forces révolutionnaires en France et dans le monde.

Période, où les deux super-puissances se voient chaque jour isolé un peu plus, notamment par la lutte des peuples et pays du tiers-monde qui représentent la force motrice des bouleversements dans le monde.

Période, où il faut nous préparer face au danger de guerre en Europe, et en particulier face au danger que représente l'impérialisme russe.

Période, où les deux super-puissances se voient chaque jour isoler un peu que des autres couches travailleuses exploitées vont en se développant.

Période où nous devons lutter avec acharnement contre la ligne du Parti Marchais-Léroy qui sert le capitalisme en France, mais surtout agit pour le compte des nouveaux tsars de Moscou.

Pour tout cela notre Quotidien vivra.

Envoyez-nous vos suggestions, critiques et articles.

Souscrivez, faites souscrire pour soutenir notre journal.

PREMIER BILAN DES NUMÉROS D'ESSAI DE L'H.R. QUOTIDIENNE

Réunion des délégués de C.D.H.R. de toute la France.

Dimanche 9 mars 1975 à 9 heures au siège central de l'Humanité-Rouge.

Entrée sur présentation de la lettre d'invitation adressée à chaque C.D.H.R.

Meeting des femmes marxistes-léninistes

Compte tenu des nombreuses activités en cours, notamment des meetings H.R. déjà tenus et de ceux en préparation, les femmes marxistes-léninistes ont reporté au mois de mai la grande manifestation qu'elles entendent organiser.

D'ores et déjà elles prévoient de donner à leur meeting un contenu de lutte contre les super-puissances, en y associant fondamentalement les femmes du Tiers-Monde.

Les femmes marxistes-léninistes ont envoyé des messages de salutations aux autres femmes du monde pour la célébration de la journée internationale des femmes du 8 mars 1975.

Succès du meeting du CILA et du MNSPI organisé à Paris pour dénoncer la rivalité des U.S.A. et de l'U.R.S.S. en Europe



Le Centre d'informations sur les luttes anti-impérialistes (C.I.L.A.) et le Mouvement national de solidarité avec les peuples d'Indochine (M.N.S.P.I.) ont organisé un grand meeting pour dénoncer la rivalité des deux super-puissances américaine et soviétique dans le monde, et surtout en Europe.

Plus d'un millier de personnes y ont participé. Les interventions, notamment celles qui ont analysé le danger de guerre en Europe, ont été vivement applaudies.

Un orateur a dit dans son intervention : « En ce moment, la crise que traverse l'impérialisme et le social-impérialisme, rend plus acharnée encore la rivalité des superpuissances pour l'hégémonie mondiale. » « Cela nous concerne directement car l'enjeu principal de cette rivalité, le centre de gravité, le point focal, c'est l'Europe. » « Aux yeux des deux super-puissances, a ajouté l'orateur, l'Europe est le tremplin pour la domination mondiale. » « D'où, la nécessité pour les anti-impérialistes français de se mobiliser,

non seulement pour apporter leur soutien aux luttes des peuples opprimés du Tiers-Monde, mais de lutter en Europe, en France, contre les deux super-puissances. »

Il a dit que le social-impérialisme soviétique : « Tend à s'implanter partout où l'impérialisme américain perd pied ; prouvant la théorie du vide à combler, c'est le social-impérialisme soviétique qui demande le repartage des sphères d'influence en sa faveur ; et il est prêt à tout pour y arriver. »

ABONNEZ-VOUS A L'HUMANITÉ ROUGE

3 formules :

| | |
|--|--|
| NOM : | PRENOM : |
| ADRESSE : | ADRESSE : |
| Tri-hebdo (6 mois) Pli ouvert 75 F <input type="checkbox"/> | Pli fermé 172 F <input type="checkbox"/> |
| Bi-mensuel (6 mois) Pli ouvert 30 F <input type="checkbox"/> | Pli fermé 59 F <input type="checkbox"/> |
| Tri-hebdo + Bi-mensuel (6 mois) Pli ouvert 100 F <input type="checkbox"/> | Pli fermé 230 F <input type="checkbox"/> |

Abonnez-vous à la nouvelle publication
du Centre d'Information sur les luttes anti-impérialistes

« **Combat pour l'Indépendance** »

Pour tous enseignements, écrire au :
CILA, 88, rue Rébéval, 75020 Paris.

Brochure CILA :
**Démasquons
le social-impérialisme**
éditée et distribués par
E.-100
Prix : 12,50 F

Brochure H.R. :
**Vigilance devant
le danger social-impérialiste
en Europe**
Prix : 3,25 F
Ecrire à l'Humanité-Rouge

SUPER-PUISSANCES... SUPER-PUIS

URSS : le chômage organisé

« Les études sur l'organisation scientifique du travail se sont développées en U.R.S.S. depuis 1959... Les analyses soviétiques ont dégagé un ensemble de mesures d'organisation susceptibles d'élever la productivité du travail sans aucun investissement » (1). Parmi ces mesures, appliquées pour la première fois à Shchekino (2), les licenciements collectifs de travailleurs joints à l'intensification du travail pour ceux qui restent ont les faveurs de la nouvelle bourgeoisie russe.

Suivre l'exemple de Shchekino...

Imposées en mai 1969 à l'ensemble de l'industrie de l'azote, élargies en octobre 1969 et janvier 1970 à la pétrochimie, à la métallurgie et à certains secteurs de l'industrie légère et de transformation, par trois décrets du Comité central du Parti révisionniste, les méthodes de Shchekino, sont finalement étendues à l'ensemble de l'industrie par l'ordonnance du Conseil des ministres de Russie en date du 11 décembre 1970. Aujourd'hui, la réforme économique (3) expérimentée à Shchekino s'applique à toutes les entreprises industrielles, aux entreprises du bâtiment, aux transports, au commerce, et aux exploitations agricoles d'Etat.

Fin 1967, 7 000 entreprises étaient touchées. En 1970, la réforme en couvrait déjà 36 049, soit 72 % du nombre total des entreprises industrielles, occupant 81 % de la main d'œuvre employée dans l'industrie. En juin 1970, 5,5 millions de travailleurs de l'industrie, dont 4,7 millions d'ouvriers étaient officiellement touchés par la réorganisation du travail (4).

...pour faire gonfler les profits

Les résultats ne furent pas moins « brillants » qu'à Shchekino, où, pour faire gonfler ses profits, la direction n'avait pas hésité à commencer la réorganisation du travail par le licenciement de 13,5 pour cent des effectifs. Ainsi, au combinat métallurgique de Bezhits, où l'expérience a couvert une période de trois ans (1969-1971), la direction a augmenté la productivité de 22,7%, en faisant croître la production finie de 18,1% et en supprimant 500 postes ! Un détail : aucun membre du personnel d'encadrement n'a été touché par la suppression des 250 premiers postes... Dans le même temps (1970-71), l'Union industrielle de la République autonome du Bashkir, comprenant sept entreprises, et employant plus de 36 000 travailleurs, réduisait de 8,8% le nombre des postes. Par la suite, le rythme n'a pas faibli. Qu'on en juge : le 1-1-1970, le Comité central révisionniste publiait une directive pour l'extension de la réforme à la pétrochimie et à la métallurgie, le 31-12-1973, 10% de l'effectif global de ces entreprises avait été licencié, c'est-à-dire environ 42 000 travailleurs. Un dernier exemple, le journal russe « Trud » a révélé que dans la seule République fédérative de Russie, les 292 entreprises qui ont suivi l'exemple de Shchekino avaient réduit le chiffre de la main d'œuvre de 70 000 ouvriers au 1^{er} juillet 1973...

Il n'est guère besoin de s'étendre longuement sur ce sujet. L'expérience de Shchekino (2) a montré comment la nouvelle bourgeoisie russe procède pour exploiter toujours plus le prolétariat. Sachons simplement que la réforme a été

appliquée sur une échelle plus grande encore, après le 24^e Congrès du Parti révisionniste, tenu en avril 1971, où Brejnev déclarait : « Le travail consciencieux et productif doit être encouragé et rémunéré de façon plus élevée. L'efficacité, comme nous le démontre l'expérience du combinat chimique de Shchekino, donne aux entreprises des possibilités plus étendues d'intéresser tous les travailleurs et "collectifs" (c'est-à-dire les directeurs, N.D.L.R.) dans l'apport accru au développement de la production, de pratiquer le cumul professionnel, de se servir avec sagesse et prudence des richesses de la société. L'augmentation de l'intérêt matériel des travailleurs doit aller de pair avec le développement de l'encouragement moral à l'égard du travail ». Le but que Brejnev voulait atteindre, on le voit concrètement dans le IX^e Plan approuvé par ce Congrès. Selon les prévisions de ce plan, la productivité du travail dans l'industrie devait augmenter de 38,8% de 1970 à 1975, ce qui devait permettre une « économie du travail humain de 32 millions de personnes » ! Autrement dit, « si en 1969, un million de roubles consacré à la production correspondait au travail de 267 personnes, en 1970 à 150, en 1975, par rapport à la même somme, 113 devront suffire ». (5)

Un remède bien inefficace

Telle est la nouvelle politique économique appliquée en Russie. En apparence, le capitalisme monopoliste d'Etat s'y porte bien. En réalité, l'URSS d'aujourd'hui qui n'a plus de « socialiste » et de « soviétique » que des initiales, est en proie à une crise insurmontable. La réforme économique n'a pas apporté les résultats escomptés par la clique des nouveaux tsars du Kremlin. Sept ans après les gémissements de Kosyguine devant le comité central du 27 septembre 1965 (2), Brejnev déclarait au congrès des syndicats soviétiques : « La situation s'améliore lentement dans ce secteur si important que sont les grands travaux... En ce qui concerne l'introduction des techniques nouvelles et l'élévation de la productivité du travail, les résultats de l'année ne nous donnent pas entière satisfaction... L'amélioration de certains types de production a été lente. Cela s'applique également aux biens de consommation. C'est pour cette raison, sans doute, que quantité de marchandises d'usage courant, chaussures, articles de confection, de bonneterie, s'accumulent dans les entreprises ».

Hier, confrontés à l'inefficacité de leurs entreprises, les révisionnistes russes ont réinventé les trusts (qu'ils appellent pudiquement : unions industrielles), confrontés à la baisse de la productivité, ils ont réinventé les licenciements collectifs. Depuis qu'ils ont usurpé le pouvoir dans le parti et dans l'Etat, les révisionnistes krouchtchéviens n'ont cessé de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière : de 100 en 1908, le taux d'exploitation, c'est-à-dire le pourcentage entre les profits et les salaires ouvriers, est passé à 200 en 1973 ! De même, ils n'ont cessé d'intensifier l'exploitation et l'oppression des pays du Comecon qu'ils saignent à blanc sous couvert de division internationale du travail. Mais l'offensive des peuples du monde, et en particulier des peuples du tiers monde, contre l'impérialisme, et notamment contre cette superpuissance social-impérialiste, a bien vite mis en échec cette nouvelle politique.

(Suite page 2.)

U.S.A. : syndicats et luttes de classes

UN PEU D'HISTOIRE

Historiquement, les syndicats sont divisés en deux catégories distinctes : A. Les syndicats corporatistes : menuisiers, chauffeurs, maçons, musiciens, etc., rassemblés dans l'AFL (Fédération Américaine du Travail).

B. Les syndicats d'industrie : — industrie automobile, rassemblant toutes les catégories professionnelles de l'entreprise ; — mines de charbon, etc., rassemblés dans la CIO (Comité pour l'Organisation Industrielle).

Ces deux tendances, à priori contradictoires, se réunissent dans les années 40 dans l'AFLCIO.

L'entre-deux guerres aura été une grande période de luttes de classe, luttes dures pendant les années 30, à la suite de la crise de 1929.

Le « fait syndical » devient de plus en plus une réalité dans la classe ouvrière américaine :

- 2 300 000 membres en 1930 ;
- 14 000 000 à la fin de la 2^e guerre mondiale. Mais l'anticommunisme reste virulent au sein de la direction de l'AFLCIO.

Corruption des dirigeants

Depuis 30 ans, donc, le syndicalisme américain est dirigé par des « leaders » corrompus, ne contestant en aucune manière la société capitaliste, recevant des salaires ahurissants (Georges Meany, président de l'AFLCIO, est payé près de 50 millions par an).

Le syndicat est bien souvent actionnaire de l'entreprise dans laquelle il s'est implanté. D'une extrême richesse et d'une importance économique incontestable, il est parfois l'enjeu de luttes de pouvoir dans lesquelles la Mafia joue souvent un rôle actif.

Luttes exemplaires

C'est donc dans cette optique que l'on doit analyser et supporter comme exemplaires, les différentes luttes de l'année passée, et en particulier :

— La grève des employés de l'entreprise de confection « Farah », pour le droit à l'organisation syndicale au sein de leur entreprise.

La majorité des 7 700 travailleurs sont des femmes d'origine mexicaine, payées à des salaires de misère, sans garantie d'emploi, d'assurances maladie, etc., et surtout sans droits syndicaux.

Les ouvrières décident alors de se mettre en grève illimitée en mars 1972, et demandent à la population américaine de boycotter les vêtements « Farah ».

Le chiffre d'affaire de la société tombe, et l'année 1972 voit une perte nette pour le patron, de 8 millions de dollars (4 milliards d'AF). L'action en bourse de l'entreprise, vendue au départ 150 F, tombe à 15 F !

La détermination des ouvrières, et le succès du boycott, animé souvent par des militants marxistes-léninistes, amènent la compagnie à signer le 24 février 1974, la reconnaissance du droit syndical, et l'amélioration des conditions de salaire et de travail.

Les mineurs

Les deux grands mouvements de grève des mineurs, l'été dernier, et en novembre, pour, là-aussi, la reconnaissance du fait syndical, et le renouvellement des contrats de travail entre le patronat et « l'UMW » (voir H.R. n° 249).

Si la signature du contrat, fin novembre, a présenté quelques aspects positifs quant aux salaires, assurances maladie et sécurité dans les puits, d'importantes « lacunes » sont à signaler quand à la discrimination raciale dans l'emploi, les retraites, la limitation du droit de grève, etc.

Et on peut voir se développer depuis deux mois, des mouvements spontanés de grèves sauvages, menées par des éléments particulièrement combattifs, estimant que les résultats des négociations ne sont pas suffisants.

D'autres grèves et boycotts

La lutte exemplaire des ouvriers de l'entreprise de matériel plastique et caoutchouc « Sloane ».

Ici aussi, la majorité des employés sont des « chicanos », et la grève rentre dans sa 3^e année.

Le syndicat demande : — paiement des heures supplémentaires au tarif légal ; — embauche sous contrôle du syndicat ;

— augmentation des salaires, etc. Ici aussi, un boycott des produits de l'entreprise a été entrepris, et on ne peut que se féliciter de la combativité des ouvriers.

Enfin, toujours dans la même direction progressiste de poursuite de la syndicalisation des masses de travailleurs, notons la très étonnante et militante grève des ouvriers agricoles mexicains de Californie.

Sous la direction de leur syndicat, le « United Farmworkers Union » et depuis de longues années maintenant les ouvriers mènent des grèves pour imposer l'existence du syndicat de leur choix, dans les champs.

Plusieurs patrons planteurs ont déjà signé des contrats unilatéraux avec « l'UFWU », mais la majorité des ouvriers est encore non-syndiquée, ou bien, sous contrat forcé avec le « Teamster Union », syndicat ultra-réactionnaire téléguidé par les patrons, et indépendant de l'AFLCIO.

Ici encore, la tactique de boycott, s'est souvent avérée payante. Une



« N'achetez que les laitues du syndicat. »

grande partie de la population nord-américaine refuse d'acheter légumes ou fruits produits par les « non-syndiqués » ou par les patrons ayant signé avec les « Teamster's » :

— boycott en particulier, du raisin, des salades, des fraises et du vin « Gallo ».

On a pu constater dans certaines grandes villes, des baisses de vente de l'ordre de 40 % (Los Angeles). Signalons au passage, les conditions de travail particulièrement éprouvantes de ces travailleurs :

- travail à la pièce ou au cageot ;
- horaire de travail atteignant parfois plus de 60 heures ;
- habitat dans des camps d'internement, entourés de barbelés —
- obligation d'acheter dans la boutique du patron ;
- emploi de 800 000 enfants de moins de 16 ans parmi les 2 200 000 ouvriers agricoles, etc.

Conscience de classe

Parallèlement à ces luttes exemplaires, se sont produits de nombreux arrêts de travail dans les entreprises de l'automobile, la sidérurgie, les transports...

Nombre de manifestations se sont déroulées contre les licenciements, le chômage, la discrimination dans l'emploi.

La conscience politique de la classe ouvrière américaine se renforce de jour en jour.

Notons à ce sujet la présence de militante marxistes-léninistes dans la plupart des conflits d'avant-garde.

Souhaitons le renforcement de cette tendance, et des victoires de plus en plus grandes pour nos camarades américains !

(A suivre).
Michel Bataille.

